

↑

S&P/TSX

10 390,75

7,43 (0,07 %)

↓

TSX CROISSANCE

1985,51

-8,05 (-0,40 %)

↓

QUÉBEC 30

1055,12

-0,07 (-0,01 %)

↓

DOW JONES

10 406,77

-33,30 (-0,32 %)

↑

DOLLAR

85,08 ¢ US

0,42 ¢

Ubisoft ouvre son campus

Un partenariat public-privé unique pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre.

PAGE 3

Le «cadeau» d'Air Canada

Michel Girard remet en question le dividende spécial de 300 millions.

PAGE 5

Cinq titres à surveiller

Des entreprises canadiennes qui pourraient obtenir de bons résultats en Bourse.

PAGE 7

Le bénéfice de Quebecor World chute de 33 %

La baisse des prix de produits imprimés explique en partie cette déconfiture.

PAGE 11

LE CHIFFRE DU JOUR

6 922 616

C'est le montant, un record, que les Canadiens ont déclaré au fisc en dons de charité l'an dernier. Au Québec, les dons s'élèvent à 680 272 \$, moins de 10 % du total.

Source : Statistique Canada

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES

COMPOSEZ MAINTENANT LE 1 866 499 0334

Acquisition.biz

NOM : David Wilson

OCCUPATION : nouveau président de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

OBJECTIF : créer une commission canadienne, même si ça signifie exclure le Québec et la Colombie-Britannique

PHOTO : BLOOMBERG

La CVMO est prête à exclure le Québec

BLOOMBERG ET LA PRESSE AFFAIRES

David Wilson, qui est devenu hier président de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), soutient que le Canada a besoin d'un seul gendarme du commerce des valeurs mobilières même si cela signifie l'exclusion à court terme du Québec et de la Colombie-Britannique, les deux provinces qui s'opposent à ce projet. Une position qui horripile Québec.

« Ça fait un quart de siècle que les gens parlent de ça », a lancé hier M. Wilson, ancien vice-président de la Banque Scotia. « Je favoriserais tout modèle qui nous permettrait d'aller de l'avant », a-t-il ajouté, y compris une proposition qui prévoit l'exclusion des provinces qui s'opposent à cette idée, quitte à leur permettre de rejoindre les rangs de l'organisme plus tard.

Au Canada, l'industrie du commerce des valeurs mobilières est régie par 13 organismes provinciaux et territoriaux, ce qui en fait le seul pays parmi les grandes nations industrialisées à ne pas être doté d'un organisme unique de réglementation. L'Ontario, où se trouve la plus importante Bourse au pays, soutient la création d'un organisme national. En février dernier, la province a nommé l'avocat Purdy Crawford pour qu'il conçoive une proposition à présenter aux autres provinces. Un rapport préliminaire doit être publié plus tard en novembre.

« Il s'agit de la prochaine étape, indique M. Wilson. Attendons le rapport de Purdy Crawford, voyons ce qu'il contient, observons la réaction dans les différentes régions du pays. »

De son côté, le ministre des Finances du Québec rappelle que le Québec et la Colombie-Britannique ne sont pas les seules provinces à s'opposer à un régulateur unique. C'est plutôt l'Ontario qui fait cavalier seul. « Toutes les provinces et territoires du Canada, à l'exception de l'Ontario, se sont entendus pour harmoniser leur réglementation plutôt que d'avoir un seul régulateur », a précisé son porte-parole, Michel Rochette.

« L'Ontario est la seule province qui s'est exclue du régime des passeports, en vigueur depuis le 19 septembre sur tout le territoire canadien », a rappelé le porte-parole du ministre des Finances. Le passeport permet à une entreprise de faire des affaires dans toutes les provinces où le régime est en vigueur, un peu comme le permis de conduire obtenu dans une province permet de prendre le volant dans les autres provinces.

➤ Voir WILSON en page 4

Molson Coors perd du terrain

MARIE TISON

Molson Coors n'a pas su profiter pleinement de la vague de chaleur cet été dans l'est du Canada.

Les Canadiens ont eu soif, ce qui a contribué à une augmentation de 3,5 % des ventes de l'ensemble de l'industrie canadienne de la bière par rapport à l'été précédent.

Les ventes au détail de Molson Coors au Canada n'ont cependant augmenté que de 1,5 % au troisième trimestre de 2005 (qui prenait fin le 25 septembre dernier), par rapport aux ventes combinées de Molson et de Coors au même trimestre de l'exercice précédent.

Molson Inc. et Adolph Coors Company ont fusionné leurs activités le 9 février 2005. Pour fins de comparaison d'une année à l'autre, il faut combiner les résultats des deux entreprises en 2004.

« Notre part du marché national a diminué d'environ trois quarts de point pendant le trimestre parce que de petites brasseries qui vendent leurs produits à des prix très bas ont continué à augmenter leur part de marché, surtout en Ontario », a déclaré le chef de la direction financière de Molson Coors, Tim Wolf, au cours d'une téléconférence avec les analystes financiers, hier.

Une porte-parole de Molson Coors à Montréal, Sylvia Morin, a indiqué que la situation avait également été difficile pour l'entreprise en Alberta en raison des règles d'imposition en vigueur dans cette province : les petites brasseries jouissent de taux d'imposition beaucoup plus bas que les grandes, ce qui leur permet d'offrir des produits à meilleurs prix et de conserver une marge bénéficiaire intéressante.

Mme Morin n'a pas voulu fournir de chiffres pour le Québec, mais elle a affirmé que le groupe Molson y connaissait un bon succès. Elle a expliqué que le gouvernement québécois établissait un prix minimum pour la bière, ce qui empêchait les brasseurs d'y offrir des produits à des prix très économiques.

➤ Voir BIÈRE en page 4

MOLSON COORS

	Au 3 ^e trimestre	Variation *
➤ Chiffre d'affaires	1,6 milliard US	+0,3 %
➤ Volume de ventes	15,1 millions d'hectolitres	+0,3 %
➤ Bénéfice net	108,2 millions US	-18,2 %
➤ Bénéfice par action **	1,51 \$ US	-3,8 %

* Comparativement aux résultats amalgamés de Molson et Coors au troisième trimestre 2004

** Après impôts, exception faite des éléments inhabituels

Source : Bloomberg

Molson Coors EN BOURSE (TAP.NV Toronto)

Février 2005

Octobre 2005

Fermeture hier 73,85 \$

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Peut-être pas si bête, le Zucker

SOPHIE COUSINEAU

LE MONDE DES AFFAIRES

C'est presque devenu un lieu commun de dire que l'Américain Jerry Zucker a une araignée au plafond. Quelle personne sensée débourserait près de 1 milliard de dollars pour tenter de rescaper la Compagnie de la Baie d'Hudson, un détaillant qui semble irrécupérable tellement sa collection d'initiatives de relance, en étalage depuis cinq ans, n'a rien donné ?

Surtout que le Jerry Zucker en question n'a pas une feuille de route impeccable, au Québec justement. C'est l'une de ses entreprises qui a acquis en 1997 la Dominion Textile, cette ancienne icône du Québec manufacturier. Le Polymer Group a échoué à sauver la « DomTex » de sa lente agonie, et il a dépecé l'entreprise. Une à une, ses usines ont été revendues, transférées, fermées.

Que connaît au commerce de détail ce self-made-man de la Caroline du Sud qui a bâti sa fortune — estimée à 1 milliard US — en achetant et en revendant des entreprises de textiles et de produits chimiques par l'entremise de son holding, le Intertech Group ? Quel miracle attendre de ce wheeler-dealer, comme on dirait par chez nous ?

Mais cela, c'est présumer que Jerry Zucker veut réellement administrer la Compagnie de la Baie d'Hudson, lui qui n'occupe même pas un siège au conseil d'administration alors qu'il est déjà son actionnaire le plus important avec sa participation de 18,8 %.

➤ Voir COUSINEAU en page 4

BUREAU DES VENTES

1011, RUE DE BLEURY

COIN BLEURY / VIGER

AU CŒUR DU QUARTIER INTERNATIONAL

DE MONTRÉAL

MÉTRO PLACE D'ARMES

LE RIOPELLE

CONDOMINIUMS ET HÔTEL PRIVÉ

DES SERVICES POUR TOUS LES BESOINS

Conciergerie : Sécurité d'accès : Entretien ménager : Centre de santé : Terrasse : Stationnement intérieur : Bistro européen : Hôtel privé pour moyen ou long séjour : Centre d'affaires

LE CONFORT DU NID

Plafonds élevés, espaces ouverts et grandes fenêtres : Vue panoramique sur Montréal

Accès au métro, à l'autoroute Ville-Marie, au réseau souterrain de Montréal et à la gare intermodale des Aéroports de Montréal : À 10 minutes de marche de la rue Sherbrooke

À partir de 218 000 \$ (9^e ÉTAGE)

www.leriopelle.com

514-866-1011

LE RIOPELLE

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN		
85,08	¢US	
VARIATION	+0,42	¢
0,7075	€	
VARIATION	+0,0023	€
SOMME REQUISE POUR ACHETER		
UN DOLLAR US	1,1753	\$
UN EURO	1,4135	\$

AUTRES DEVISES		
Australie	dollar	0,8737
Chine	renminbi	0,1453
Grande-Bretagne	livre	2,0752
Hong Kong	dollar	0,1515
Inde	roupie	0,0261
Japon	yen	0,0101
Mexique	peso	0,1092
Norvège	couronne	0,1815
Nouvelle-Zélande	dollar	0,8196
Suède	couronne	0,1473
Suisse	franc	0,9128

PÉTROLE		
(WTI, contrat terme rapproché)		
59,86	\$US	
VARIATION	-0,09	\$US
Light Sweet crude	60,81	\$US
North Sea Brent	58,41	\$US

OR (NY Gold)		
458,80	\$US	
VARIATION	-6,30	\$US

VIDÉOS : APPLE FRANCHIT LE CAP DU MILLION



Le service de téléchargement de vidéos offert sur iTunes passe le test. En 20 jours, Apple a vendu un million de clips.

Le 12 octobre dernier, la compagnie californienne a mis en ligne 2000 vidéos et des épisodes des téléséries *Desperate Housewives* et *Lost*. Le coût de chaque téléchargement est de 1,99 \$.

Cette nouveauté coïncidait avec la sortie de la nouvelle génération de lecteurs iPod, qui permet aux utilisateurs de visionner de la vidéo sur un écran couleur de six centimètres.

Selon le PDG d'Apple, Steve Jobs, ce succès prouve qu'il y a de la place pour le téléchargement légal sur Internet.

Il souhaite maintenant offrir davantage de contenu. Il songerait également à multiplier les ententes avec les réseaux américains de télévision.

Au cours des 20 derniers jours, les clips les plus téléchargés ont été ceux de Michael Jackson, Fatboy Slim et du chanteur Kanye West.

Source: LaPresseAffaires.com

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2114,05	-6,25	-0,30
S&P 500 (New York)	1202,76	-4,25	-0,35
Mexico Bolsa	15922,52	162,79	1,03
Brazil Bovespa Stock	30899,71	706,20	2,34
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3199,71	-2,08	-0,07
FTSE 100 (Angleterre)	5344,30	27,00	0,51
CAC 40 (France)	4434,75	-1,70	-0,04
DAX (Allemagne)	4922,55	-6,52	-0,13
IBEX 35 (Espagne)	10427,20	-66,60	-0,64
Milan MIB30 (Italie)	32747,00	-43,00	-0,13
Amsterdam Exchanges	394,62	0,46	0,12
OMX (Stockholm)	885,81	3,18	0,36
Swiss Market (Suisse)	7100,63	63,98	0,91
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	13867,86	261,36	1,92
Hang Seng (Hong Kong)	14572,26	185,89	1,29
S&P/ASX 200 (Australie)	4474,70	15,00	0,34



Le propriétaire du Massif, Daniel Gauthier, compte sur l'appui des gouvernements pour relancer le centre de ski du Massif, près de Québec.

Ottawa et Québec tardent à s'atteler à la relance du Massif

LAURIER CLOUTIER

S'il n'en tient qu'au président du Massif, dans Charlevoix, son complexe connaîtra tout un développement au cours d'ici deux ans, avec des investissements de 230 millions et l'ajout notamment de 400 unités d'hébergement.

Le seul hic : la participation de Québec et Ottawa se fait attendre.

Le projet comprend aussi un train touristique entre Québec et La Malbaie et une augmentation de 30 % du domaine skiable. Grâce à une « mise en scène » digne du Cirque du Soleil pour mettre en marché 125 activités différentes durant les quatre saisons, Daniel Gauthier compte faire passer les touristes de 10 à 30 % de la clientèle, par un ajout de 68 000 visiteurs de l'extérieur par année qui dépenseront, espère-t-il, 66 millions sur place.

Le projet, dévoilé en janvier dernier par le grand patron du Massif, Daniel Gauthier, n'a toujours pas reçu de promesses de financement

suffisantes d'Ottawa et de Québec.

M. Gauthier a présenté son projet au public de Montréal pour la première fois hier en se disant « inquiet », car la date butoir du printemps prochain approche à grands pas pour la mise en chantier.

Sans le projet, la survie du Massif est en jeu, a-t-il ajouté. Le président demeure confiant toutefois, car les gouvernements « donnent des signaux ». « Tous aiment le projet, mais il faut encore l'arrimer avec les programmes gouvernementaux », a-t-il confié à *La Presse Affaires*, avant une conférence à la tribune de la chaire de tourisme de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM.

« Les deux gouvernements sont en train de faire le tour des programmes, selon Daniel Gauthier. Ils ont déjà investi ailleurs, dont 95 millions à Tremblant, et ne l'ont pas regretté. Sans leur appui, les investissements privés ne pourront suivre. Mon optimisme sur le projet cache mon inquiétude. Là, le projet ne recule pas, mais c'est long ».

Québec a offert 25 millions. Si Ottawa en fait autant, le total sera de

50 millions. Mais Daniel Gauthier demande 75 millions, soit 32 % des investissements requis, dont 50 millions pour les infrastructures publiques (routes, égouts). « C'est une demande raisonnable. »

Si ses conditions sont remplies, Daniel Gauthier, ex-président du Cirque du Soleil, investira 155 millions des 230 millions, soit 68 % du total du projet qui doit créer 610 emplois permanents et 350 durant les quatre ans de construction, dans une région où le taux de chômage moyen atteint 25 %.

Depuis son acquisition du Massif en septembre 2002, Daniel Gauthier travaille sur son projet avec diverses équipes spécialisées. Ses investissements s'élèvent déjà à 25 millions, dont 4 millions en déficits d'exploitation depuis trois ans, a-t-il affirmé. La rentabilité n'est anticipée qu'après cinq ans de développement.

Un projet « pour tous »

Le président veut exploiter 20 km de côte fluviale et 120 km² de montagne, tout en protégeant la forêt. Le

Massif resterait abordable pour tous, contrairement à d'autres destinations, selon lui. Les élus municipaux ont déjà très bien accueilli le projet.

Daniel Gauthier prévoit six ans de travaux, mais veut atteindre une masse critique dès 2008, pour le 400^e anniversaire de la fondation de Québec. Le président veut rééditer le succès du Cirque du Soleil en concevant la mise en marché de sa station à la manière de la création d'un spectacle.

Le Québec manque de destinations touristiques, selon le propriétaire du Massif qui veut mettre en valeur le terroir, la gastronomie et l'éveil des sens, à tous égards.

L'offre d'hébergement se limiterait à 1,5 unité par hectare, comparativement à 40 au Mont Orford et à 60 à Tremblant, selon Daniel Gauthier.

« Une piste de luge unique au Canada » s'ajouterait au Massif qui profiterait des 45 millions d'investissements prévus à l'aérogare de Québec et à l'ajout de liaisons directes, comme celle de Boston sur la Vieille Capitale.

Temps durs pour les journaux

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Une étude de la firme Goldman Sachs prévoit que 2005 sera la pire année pour la croissance des revenus dans l'industrie des journaux depuis la récession de 2001-2002. Et 2006 ne s'annonce guère mieux, rapporte *Mediapost.com*.

Le marché des annonceurs nationaux stagne depuis le début de l'année, tout comme celui des détaillants et annonceurs régionaux. Il n'y a que le secteur des petites annonces, dans les journaux comme sur Internet, qui connaît une croissance de 4 ou 5 % cette année.

Goldman Sachs abaisse ses prévisions de croissance dans l'industrie des journaux de 4 % à 3,5 % pour 2006. La croissance sera de 1 % du côté des annonceurs nationaux, de 2,5 % au niveau des détaillants et de 3,6 % pour les petites annonces.

En contraste avec ces données, la croissance des revenus des journaux sur Internet devrait atteindre 25 % en 2006. En dépit de ce fort potentiel, les revenus issus d'Internet ne représenteront que 5 % du chiffre d'affaires des journaux l'an prochain.

Rishad Tobaccowala, directeur de l'innovation chez Publicis, a récemment affirmé au *Chicago Tribune* que les « journaux ont atteint un point critique » à partir duquel les médias en ligne vont commencer à s'approprier de plus en plus de lecteurs et une part croissante des revenus publicitaires.

Il ajoute que parmi tous les médias, ce sont les journaux qui sont dans la pire position quant à la capacité de croissance puisqu'ils sont « peu captivants visuellement et loin des intérêts des jeunes ».

Les faillites de particuliers et d'entreprises en hausse

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Tant le nombre de faillites de particuliers que celui des faillites d'entreprises ont augmenté en septembre, rapportait hier le ministère fédéral de l'Industrie.

En tout, 7171 particuliers et 580 entreprises ont recouru à la procédure de faillite durant ce mois, alors que 6941 individus et 533 entreprises s'y étaient résolus en août.

Au total des neuf premiers mois de 2005, le ministère a compté 64 126 faillites de particuliers et 5791 parmi les compagnies.



Marie Cossette prend le taureau par les cornes.

LANGLOIS
KRONSTRÖM
DESJARDINS

Finesse et instinct

SPÉCIALISATION Avocate en litige. **QUALITÉS INTRINSÈQUES** Sait prendre le taureau par les cornes et plaider avec intensité, aplomb, instinct et finesse. **DERNIER COUP D'ÉCLAT** Présence lumineuse à titre de procureure dans l'arène très médiatisée de la commission Gomery. **AFFINITÉS AVEC LANGLOIS KRONSTRÖM DESJARDINS** Grande maîtrise du droit et de l'évolution de la jurisprudence ; approche créative et traitement intelligent de chaque problème. **ASPIRATIONS PERSONNELLES** Se joindre à une équipe de redoutables plaideurs qui sait monter aux barricades pour défendre les intérêts de ses clients. Bienvenue Marie ! www.lkd.ca



PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE ©

Martin Tremblay, PDG d'Ubisoft au Québec, en marge de l'inauguration officielle de l'établissement, hier.

« CAMPUS UBISOFT »

Des liens sans précédent entre le public et le privé

MAXIME BERGERON

Le « Campus Ubisoft », inauguré hier, constitue le plus important exemple d'arrimage jamais réalisé à Québec entre une entreprise privée et des établissements d'enseignement publics.

Ce campus est un projet du géant français du jeu vidéo Ubisoft. La société manque cruellement de main-d'oeuvre pour alimenter ses studios montréalais, où travaillent déjà 1400 personnes. Elle a donc pris les choses en main... et fondé sa propre école !

Comment fonctionne cet établissement nouveau genre ? Les étudiants doivent d'abord s'inscrire dans des programmes ciblés du cégep de Matane ou de l'Université de Sherbrooke — et bientôt de l'Université du Québec et de l'Université de Montréal. Une fois acceptés, ils suivent leurs cours sur le « campus » d'Ubisoft, dans le Vieux-Montréal.

L'entreprise fournit les locaux, l'équipement, les logiciels et une certaine expertise. Les professeurs sont payés par leurs maisons d'enseignement respectives, et non par Ubisoft. Les étudiants versent quant à eux leurs droits de scolarité à leur cégep ou université « d'attache », qui leur délivrera ensuite un diplôme reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ).

« On est uniquement le rassembleur », a dit Martin Tremblay, PDG d'Ubisoft au Québec, en marge de l'inauguration officielle de l'établissement, hier.

Au MEQ, on n'a jamais vu pareil arrimage entre les besoins d'une industrie et des établissements d'enseignement. « Des gros partenariats aussi serrés que celui-là, il n'y en a pas », a indiqué Johanne Méthot, du ministère, pendant un

entretien téléphonique avec *La Presse Affaires*.

Ubisoft allongera plus de 16 millions de dollars en cinq ans pour financer son « campus ». Son objectif est clair : satisfaire ses besoins pressants de main-d'oeuvre qualifiée. « Aujourd'hui, on recrute à 50 % à l'extérieur du Québec parce qu'il n'y a pas de ressources », a souligné M. Tremblay.

La société a l'intention d'embaucher 600 nouveaux travailleurs d'ici 2010. « On sait que tous les étudiants qui sortent ne viendront pas chez nous, mais on pense qu'une majorité va y venir », a poursuivi M. Tremblay.

En conférence de presse, hier, le PDG a toutefois insisté pour dire que les futurs finissants du « campus » seront libres de travailler où ils veulent. En février dernier, quand le projet avait été annoncé, plusieurs dirigeants d'entreprises concurrentes s'étaient inquiétés de voir les étudiants liés à Ubisoft par des « contrats d'exclusivité ».

Les craintes ne sont pas toutes

dissipées. « C'est une bonne nouvelle pour l'industrie, mais on espère deux choses : que ces étudiants-là auront la liberté de choix à la fin de leur cours, et que l'accès à ce programme soit universel », a dit Jean-Martin Masse, chef de direction d'A2M, pendant un entretien téléphonique.

Denis Marceau, vice-recteur à l'enseignement supérieur et à la formation continue à l'Université de Sherbrooke, tient à se faire rassurant à ce chapitre. Son établissement offre un cours de deuxième cycle en développement du jeu vidéo, donné sur le « campus ».

« Ce cours de 30 crédits est générique, offert à tous ceux et celles qui répondent aux critères d'admission, qu'ils projettent ou non de travailler chez Ubisoft », a souligné M. Marceau.

L'industrie du jeu vidéo emploie près de 3000 Québécois et connaîtra une croissance annuelle de 16,5 % au cours des prochaines années, selon une étude de la firme PricewaterhouseCoopers. Ses revenus mondiaux s'élèveront à

54,6 milliards en 2009, avance l'étude. En 2003, les travailleurs de ce domaine gagnaient plus de 50 000 \$ en moyenne au Québec.

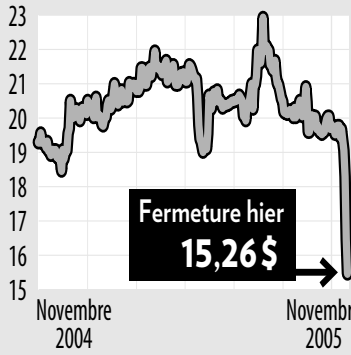
Le « Campus Ubisoft », inauguré officiellement hier, a accueilli ses premières cohortes d'étudiants en juin dernier. En mai prochain, ils seront 89 à avoir terminé leur formation d'un an. L'année suivante, le nombre de finissants aura doublé, vu la quantité plus grande de programmes offerts.

Ubisoft est présentement en discussion avec des universités québécoises pour mettre sur pied des chaires de recherches spécialisées en jeu vidéo. La société serait tout près de conclure une entente en ce sens.

L'entreprise a par ailleurs dévoilé hier un programme de bourses d'études de 1 million de dollars, étalé sur 10 ans. Ces bourses d'excellence de 10 000 \$, 5000 \$, 2500 \$ et 1000 \$ visent à encourager la relève dans le secteur du jeu vidéo. Elles seront disponibles à l'échelle de la province, et pas seulement aux étudiants du « campus ».

TVA EN BOURSE

(TVA.NV.B Toronto)



Source : Bloomberg

Le titre de TVA en fort recul

FRANCIS VAILLES

Le Groupe TVA a encore perdu 6,4 % en Bourse hier, dans la foulée de mauvais résultats dévoilés par l'entreprise vendredi dernier. En fin de séance, le titre a clôturé à 15,26 \$ à la Bourse de Toronto, en baisse de 1,04 \$.

Lundi, les sept analystes qui ont ajusté leurs prévisions depuis la publication des résultats ont recommandé de vendre le titre.

« La baisse se poursuit pour les mêmes raisons (mauvais résultats). Le titre de l'entreprise n'est pas très liquide », explique l'analyste David McFaden, de Sprott Securities.

Baisse de 66 % du bénéfice

L'entreprise contrôlée par Quebecor a réalisé un profit de 2,7 millions de dollars (10 cents par action) au cours du trimestre terminé le 30 septembre.

Il s'agit d'une baisse de 66 % par rapport au bénéfice net de 8,1 millions (25 cents par action) réalisé au cours du trimestre correspondant de 2004.

Ce recul s'explique par la contre-performance du secteur de l'édition et par les pertes venant des nouveaux services (Canal Mystère, Argent et Toronto One).

Chute de 24 % depuis le 11 octobre

Le 11 octobre, le titre avait atteint un sommet, à 20 \$. Depuis, il a perdu près de 24 %.

L'action de TVA a piqué du nez lundi, perdant 10,4 %, après un recul de 4,2 % vendredi, jour de l'annonce des résultats.

Le volume de transactions est toutefois resté relativement modeste au cours des trois dernières séances. Hier, 22 000 actions ont changé de mains, comparativement à 16 700 lundi et 8200 vendredi.

Le volume avait surtout été remarquable la veille et l'avant-veille de l'annonce des résultats. Le mercredi 26 octobre, 114 500 actions avaient changé de mains. Le lendemain, le volume d'actions échangées s'est élevé à 42 500.

Un studio simulé

MAXIME BERGERON

Qu'ils viennent du cégep ou du deuxième cycle universitaire, les étudiants travaillent tous ensemble à un moment ou à un autre de leur formation sur le « Campus Ubisoft ».

« Ce qu'on fait, c'est qu'on simule un studio de développement de jeu vidéo », a expliqué Martin Tremblay, PDG d'Ubisoft au Québec, en marge de l'inauguration de l'établissement d'enseignement, hier.

Comme chaque groupe d'étudiants a sa spécialité — gestion de projet, design, animation, etc. —, ils peuvent former de petites équipes de travail réalistes, semblables à celles qu'on retrouve dans les entreprises. Le travail en vase clos est découragé. Et c'est là toute la force du « campus », selon M. Tremblay.

Au terme de leur formation, les étudiants n'ont d'ailleurs pas à s'inquiéter de dénicher un boulot, a souligné le PDG. « Que ce soit chez nous ou ailleurs, ils ont un job garanti en sortant. Il faut vraiment que l'étudiant soit un problème pour ne pas que ça se fasse. »

Baisse du marché résidentiel, hausse des prix du brut

Un trimestre tout gris pour Sico

RICHARD DUPAUL

Les profits du fabricant de peintures Sico se sont mis à dégonfler au troisième trimestre, sous l'effet de la flambée des prix du pétrole qui gonfle ses frais de transport, mais aussi d'un essoufflement du marché résidentiel.

Le président et chef de la direction de Sico, Pierre Dufresne, prévient aussi que ces conditions difficiles continueront d'affecter la société au quatrième trimestre et, vraisemblablement, tout au long de 2006.

« Pour l'an prochain, on s'attend à un ralentissement du marché la construction résidentielle », a déclaré M. Dufresne à *La Presse Affaires* hier. D'ailleurs, à l'échelle canadienne, toute l'industrie de la peinture a été touchée au premier

semestre de 2005 par un repli de la demande dans le secteur immobilier, incluant l'important marché de la rénovation, soutient le PDG.

Selon lui, Sico entend cependant surmonter ces difficultés en misant sur des acquisitions, sur l'expansion de son réseau de distribution et sur un meilleur contrôle des coûts dans le segment industriel. La rentabilité de cette division a « déçu » la direction ces derniers temps, dit M. Dufresne.

Sico a enregistré un bénéfice net de 6,3 millions de dollars, ou 43 cents par action, au trimestre se terminant le 30 septembre. Cela se compare à un profit de 6,6 millions, ou 48 cents par action, pour la même période l'an dernier. La compagnie signale que les résultats

de l'an dernier incluent un élément non récurrent de 1 million relatif à la réduction de l'écart d'acquisition de Sico-Becker.

Le rendement de Sico est néanmoins inférieur aux attentes de Benoît Caron, analyste chez Canaccord Capital, qui misait sur un profit de 50 cents par action. Aussi, l'action de Sico perdait 50 cents (3,5 %), à 13,90 \$, hier, à la Bourse de Toronto. L'analyste affirme qu'il pourrait revoir prochainement sa recommandation d'achat sur le titre.

Selon M. Caron, la hausse des coûts des matières premières (pigments, produits chimiques, etc.), qui entrent dans la fabrication de la peinture, et l'augmentation des frais de transport chez Sico sont surtout liées à la flambée des cours pétroliers. « C'est un pro-

blème qui affecte toute l'industrie », dit-il.

L'analyste constate cependant que le secteur industriel de Sico, qui représente à peine plus de 10 % des ventes, affiche des résultats décevants. Ce marché est dominé par des multinationales, telles qu'Akzo Nobel et Valspar, qui laissent peu de place aux entreprises de taille moindre.

M. Caron en vient même à se demander si Sico ne devrait pas se retirer complètement de ce marché. « Personne ne pleurerait si Sico quittait le secteur industriel », a dit le spécialiste.

Le secteur industriel de Sico a vu ses ventes passer de 10,1 millions au troisième trimestre de l'an dernier à 8,9 millions cette année. Ce recul est dû surtout à la cession de Sico-Becker, mais aussi à une

« intensification de la concurrence » des fabricants américains qui sont avantagés par le taux de change, reconnaît la compagnie de Longueuil. Le BAIIA (bénéfice avant impôt, intérêts et amortissement) a connu une « amélioration » pour atteindre 500 000 \$.

Les ventes du secteur architectural, qui englobe le marché de la rénovation et de la construction résidentielle, se sont accrues de 1 %, à 74,5 millions. Mais le BAIIA a diminué de 7,3 % pour se chiffrer à 14,9 millions.

Pour contrer l'augmentation de ses coûts, Sico a annoncé récemment une hausse des prix de ses produits. La nouvelle grille de prix entrera en vigueur au premier trimestre de 2006.

Selon M. Dufresne, Sico poursuit ses démarches en vue d'acquérir des entreprises qui lui permettraient de percer de nouveaux marchés, de s'approprier de nouvelles technologies ou de réduire ses frais d'exploitation. Il admet cependant que les occasions se font plus rares dans le secteur architectural, alors que le secteur industriel offre encore « un potentiel intéressant », selon lui.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Lorsque l'humour disparaît, la civilisation disparaît aussi. »

— Erma Bombeck, columniste

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

1			7		3
5			6	3	7
		8			
				9	3
4	2				5
2	6	5			9
3	2		5		4
	9				8
8			7		

Niveau de difficulté : MOYEN

0107

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

3	4	9	2	8	7	6	5	1
5	2	7	3	6	1	8	9	4
8	6	1	5	9	4	3	2	7
9	7	2	8	1	5	4	6	3
6	1	3	4	2	9	5	7	8
4	5	8	6	7	3	9	1	2
1	8	5	7	4	6	2	3	9
2	9	6	1	3	8	7	4	5
7	3	4	9	5	2	1	8	6

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

Peut-être pas si bête, le Zucker

COUSINEAU

suite de la page 1

Chose certaine, l'offre d'achat de Jerry Zucker, c'est la meilleure nouvelle que les actionnaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson ont eue depuis fort, fort longtemps. Depuis 2001, ils ne connaissent que des avertissements de profits inférieurs aux attentes en raison de la concurrence féroce de Wal-Mart et de Winner's. D'ailleurs, ces avertissements ont seulement arrêté lorsque le détaillant a décidé, au printemps dernier, de ne plus rendre publiques ses prévisions de profits.

Comme une étincelle, l'offre de Jerry Zucker vient de déclencher une réaction en chaîne. Tous les détaillants, les caisses de retraite et les grands fonds d'investissements privés examinent à la loupe la Compagnie de la Baie d'Hudson. C'est le temps de plonger ou de passer son tour.

Dans les circonstances, personne n'ose prédire entre quelles mains finiront les quelque 500 maga-

sins La Baie, Zellers et Déco Découverte. Mais, une chose est sûre : avec son offre actuelle, l'homme d'affaires ne risque pas grand-chose. Mieux, il pourrait toucher le magot, étant donné sa participation actuelle.

Considérez l'offre de 14,75 \$ par action, que le détaillant canadien n'a toujours pas reçue, soit dit en passant. Pour acheter les actions que le holding ne détient pas déjà, Intertech devrait déboursier 832 millions de dollars.

La division des services de crédit, la seule qui soit rentable avec 3,1 millions de comptes actifs, vaut entre 535 et 700 millions de dollars, estime la firme de courtage Dundee Securities. Les propriétés immobilières valent quant à elles 770 millions de dollars, évalue Marché mondiaux CIBC. Même en supposant que ces propriétés soient difficiles à monétiser, il n'en demeure pas moins que l'offre de Jerry Zucker reste extrêmement prudente.

L'homme d'affaires de Charleston s'est engagé, par la voix de

son porte-parole, à ne pas vendre la vénérable Compagnie de la Baie d'Hudson à la pièce, une perspective qui horripilerait les nationalistes nostalgiques du Canada anglais. Mais si les choses devaient mal tourner, l'engagement de Jerry Zucker a à peu près

L'homme d'affaires de Charleston s'est engagé, par la voix de son porte-parole, à ne pas vendre la vénérable Compagnie de la Baie d'Hudson à la pièce, une perspective qui horripilerait les nationalistes nostalgiques du Canada anglais.

autant de valeur que les promesses électorales de baisser les impôts...

Non seulement Jerry Zucker n'a pas grand-chose à perdre, il a tout à gagner d'offres concurrentes qui augmenteraient la valeur de sa participation actuelle. D'où viendraient-elles ? L'intérêt de Target pour Zellers fait l'objet de rumeurs depuis plus d'un an, même si les visées de ce détaillant américain au

Canada sont encore imprécises. Le nom de Federated Department Stores revient aussi, même si le propriétaire des chaînes Macy's et Bloomingdale's, qui écoule déjà certaines de ses marques privées chez Zellers, digère actuellement son ancien rival May Department Stores.

Reste les fonds d'investissements et les caisses de retraite, qui pourraient monter une offre. La machine

à rumeurs a recraché en mars le nom de Cerberus Capital Management. Kohlberg Kravis Roberts & Co., de New York, et Bain Capital, de Boston, sont des candidats logiques. Les deux firmes se sont fait la main avec Pharmaprix/Shoppers Drug Mart.

Pour réussir là où le président George Heller a lamentablement échoué, à preuve le rendement des capitaux propres de 3,3 %, en

moyenne, pour les années 2002 à 2004, ces firmes envisageraient des changements fondamentaux. Pas de petites opérations cosmétiques comme l'ajout de comptoirs de manucures et de pharmacies. Mais une fusion avec le détaillant Sears Canada, contrôlé par Sears Holdings, et un délestage des actifs jugés périphériques. Les fonds d'investissements américains ne font pas

dans le sentimentalisme et n'auront que peu de considération pour l'entreprise de 335 ans, la plus vieille au pays, dont l'histoire se confond avec celle du Canada. Mais c'est sans doute la seule façon de sauver ces « grands magasins », une espèce en voie de disparition. Sinon, La Baie ira rejoindre les Eaton et compagnie au cimetière du commerce de détail.

Et Jerry Zucker dans tout cela ? Je parie que, comme le disent si bien les Américains, il se bidonnera tout le long du chemin jusqu'à la banque.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse **sophie.cousineau@lapresse.ca**

La CVMO est prête à exclure le Québec

WILSON

suite de la page 1

Il est plutôt de curieux de voir que la seule province qui n'a pas voulu harmoniser sa réglementation est celle qui se plaint de l'existence de 13 autorités en matière de valeurs mobilières au Canada, a ajouté Michel Rochette.

Selon lui, et contrairement à ce que prétend le nouveau président de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, le Canada n'est pas le seul pays industrialisé à avoir plusieurs organismes de réglementation. Aux États-Unis, tous les États ont leur propre législation, en plus de la Securities and Exchange Commission (SEC), au niveau fédéral, a expliqué Michel Rochette.

La lenteur des commissions

M. Wilson, 60 ans, est le premier président de la CVMO qui

ne soit pas avocat en environ 30 ans d'histoire. Il devra composer avec les plaintes des investisseurs qui soutiennent que l'autorité réglementaire a été trop lente à mener des enquêtes et à poursuivre les compagnies et les particuliers qui violent les lois en matière de commerce des valeurs mobilières.

« L'un de nos besoins les plus pressants est d'adopter une ligne plus dure en ce qui concerne la mise en application des règles », avance Richard Powers, directeur des programmes de MBA à l'école de gestion Joseph L. Rotman, de l'Université de Toronto. M. Wilson « est un homme qui, à mon avis, peut rassembler les parties et faire vraiment une différence ».

Cette année, la CVMO a obtenu sa première condamnation dans une affaire de tuyaux boursiers. Ainsi, la semaine dernière, un juge a condamné Andrew Rankin, ancien spécialiste des

activités de banque d'affaires de la Banque Royale, à six mois de prison. Il y a appel sur la condamnation et la sentence.

Plus d'enquêteurs ?

Il a fallu six années à la police canadienne pour faire comparaître Garth Drabinsky et Myron Gottlieb pour qu'ils répondent à des accusations de fraude. Les deux accusés ont fondé Livent Inc., plus important producteur dans le domaine du théâtre en Amérique du Nord et qui a connu quelques succès, dont *Le Fantôme de l'opéra*.

La CVMO et la GRC ont besoin de plus d'enquêteurs et de personnel, soutient M. Powers.

M. Wilson n'est pas convaincu. Il précise que la CVMO a fait passer son personnel de 180 à 400 au cours des sept dernières années. Il dit qu'il doit étudier les opérations avant de déterminer si le niveau d'effectif est suffisant.

Toyota et Honda dominant au Canada

GARY NORRIS
PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Toyota et Honda ont continué de dominer les ventes d'automobiles au Canada, en octobre, tandis que General Motors, DaimlerChrysler et Ford ont subi des reculs importants comparativement à la même période l'année dernière.

Le meneur de ce secteur, GM, a déclaré hier avoir vendu 29 641 véhicules durant le mois, une baisse de 11 % par rapport à octobre 2004. Ce résultat survient en dépit des efforts répétés du constructeur pour stimuler ses ventes, notamment par des offres variées.

GM a vendu 16 209 véhicules de tourisme, une baisse de 5,2 %. Ses ventes de camions, dont les fourgonnettes, camionnettes et véhicules utilitaires sport (VUS), ont diminué de 17,4 % pour atteindre 13 432 unités.

DaimlerChrysler a de son côté vendu 14 894 véhicules durant le mois, une baisse de 11 %. Les ventes de voitures ont diminué de 25,9 %, à 2918 véhicules, tandis que le nombre de camions vendus a reculé de 6,4 %, à 11 976 véhicules. La tendance à la baisse a aussi été ressentie chez Ford, qui a vendu 13 266 véhicules, soit 12,6 % de moins que l'année dernière. Ses ventes de voitures ont baissé de 4,3 %, à 3377 unités, tandis que le nombre de camions vendus a connu un recul de 15,1 %, à 9889 unités. « La fin des promotions permettant aux clients de profiter des rabais des employés et le contexte difficile sur le marché de l'automobile ont contribué à ce ralentissement », a expliqué Bernard Clément, vice-président aux ventes pour DaimlerChrysler.

Toyota a connu son meilleur mois d'octobre de tous les temps, dépassant facilement Ford et rattrapant presque Chrysler avec des ventes de 14 709 véhicules, une hausse de 6,5 % comparativement à octobre 2004.

AVIS DE NOMINATION

Le président du conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal, M. Lévis R. Doucet, est heureux d'annoncer les nominations de M. Guy Mongrain à titre de porte-parole de la campagne majeure 2005-2009 et de M. Mario-Olivier Massie au poste de président directeur général de la Fondation, ainsi qu'à titre de membre du Conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.

Personnage public de la radio et de la télévision, M. Mongrain est connu et apprécié de tous. Il a débuté comme lecteur de nouvelles à la radio, puis a été chroniqueur à Midi Soleil, Bonjour matin et Samedi Magazine. Il a été animateur de Québec à la carte, de Charivari et de l'excitante émission Fort Boyard. Mais surtout, il a été aux commandes, pendant 13 ans, de l'émission matinale Salut bonjour. Il est présentement animateur de la Poule aux œufs d'or, sur le réseau TVA.

Pour la Fondation, M. Mongrain a offert gracieusement ses services comme animateur du Gala Rendez-vous au cours des cinq dernières années.

À l'emploi de la Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal depuis plus de 4 ans, M. Massie fait partie de différentes associations dont l'Association des professionnels en gestion philanthropique du Québec (APGP), l'Association des fondations d'établissements de santé du Québec (AFESAQ), l'Association canadienne des professionnels en dons planifiés (ACDPD) et Association of Fundraising Professionals (AFP). Il détient plus de 15 ans dans le milieu de la philanthropie et en relations gouvernementales et publiques, a été, entre autres, directeur général de la Fondation de l'Hôpital Saint-Eustache pendant six ans.

La Fondation de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal a pour mission de recueillir des fonds servant à l'achat d'équipements ultra-spécialisés, à la recherche et à l'humanisation des soins et des services prodigués aux patients de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal.

M. Guy Mongrain

M. Mario O. Massie

FONDATION DE L'HÔPITAL
DU SACRÉ-CŒUR DE MONTRÉAL

Donnons aujourd'hui... prenons soin de demain

5400, boul. Gouin Ouest, Montréal (Québec) H4J 1C5
Tél. : 514.338.2303 Téléc. : 514.338.3153 info@fhscm.com

1 866 453-DONNEZ

700

Affaires

704

SITES INTERNET

ÉPARGNEZ jusqu'à 70% sur votre épicerie. Visitez www.sekooya.com/supermarche

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

PROBLÈMES D'IMPÔTS ?
Protégez votre maison, etc.
Aide, et Séminaire le 25 nov. 05, par spécialistes
www.defenseursfiscaux.com 450-672-1333

715

FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

HYPOTHÈQUE, 1re et 2e, Minimum 50 000 \$ 514-232-8628

PRÊTEUR PRIVÉ, 1ière, 2e hypothèque, auto construction, cas spéciaux, spéculateur. 514 609-2985 Réponse 24h.

UN PRODUIT HYPOTHÉCAIRE RÉVOLUTIONNAIRE. Intérêt seulement à taux fixe 5 ans Achat ou refinancement propriétaire occupant jusqu'au 4 plex Aucune prime d'assurance hypothécaire ni aucun frais sur prêt. Taux bancaires. 514-923-8978 crtr.

725

TENUE DE LIVRES, IMPÔT

800

Avis

801

AVIS LÉGAUX, APPELS D'OFFRES

JURIS LVS INC.

Soyez avisés que **ME LOUIS-VICTOR SYLVESTRE**, avocat membre en règle du Barreau du Québec, exercera désormais ses activités professionnelles via la société d'avocats "Juris LVS inc.", formée le 19 octobre 2005 et régie par les règles de la société par actions.

Les membres du Barreau du Québec qui y exercent leurs activités professionnelles ne sont pas personnellement responsables des obligations de la société ou d'un autre professionnel, découlant des fautes ou négligences commises par ce dernier, son préposé ou son mandataire dans l'exercice d'activités professionnelles au sein de la société.

850

AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que **MARSHA FRANKANTRO WITZ**, dont l'adresse du domicile est le 4559 av. Hôtel-de-Ville, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de **MARSHA FRAN CHUK**.
Montréal, le 24 octobre 2005
R 850

PRENEZ AVIS que la compagnie **C.T SPORT INC.** demandera à l'Inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.
Signé le 31 octobre 2005
R 850

337/639A

MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

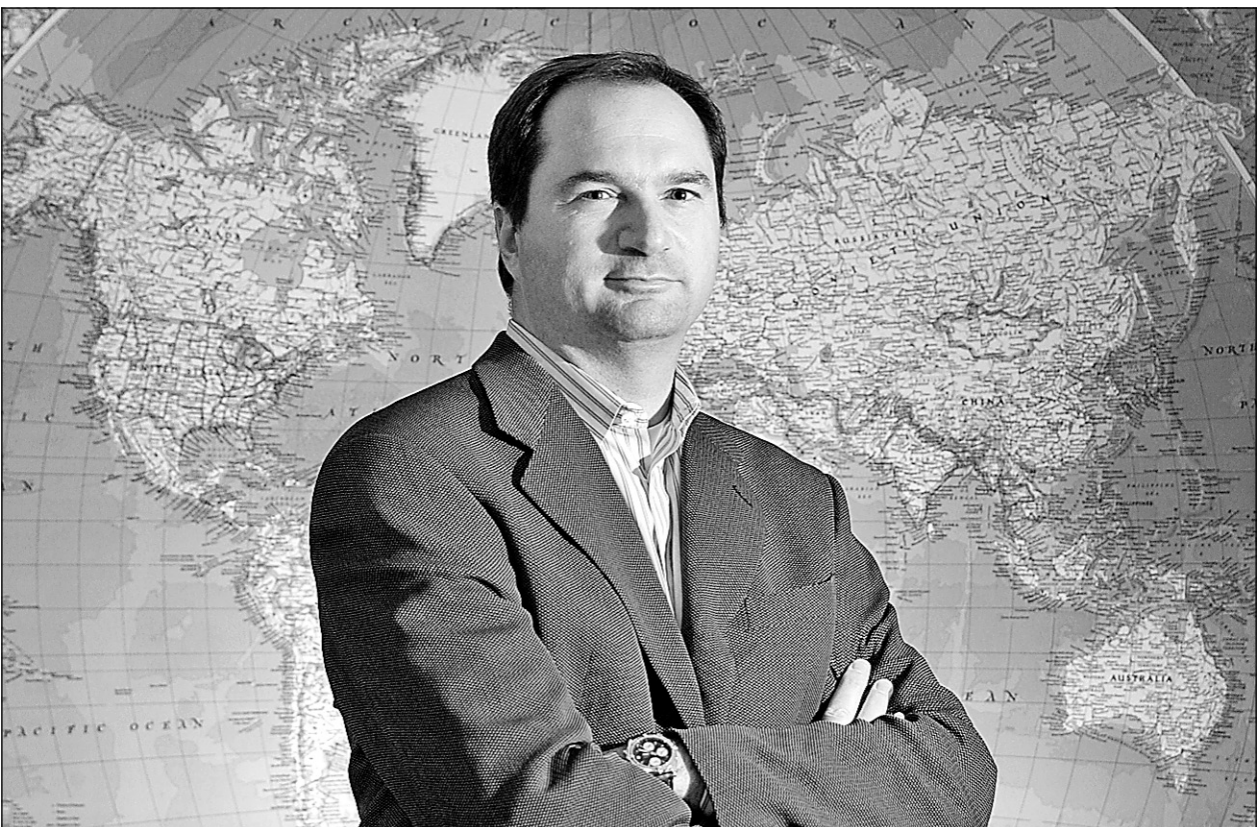
Le drôle de cadeau d’Air Canada

Q Je travaille pour Air Canada. Vous savez que nous, les employés, avons été obligés de faire beaucoup de concessions pour sauver l’entreprise de la faillite. La restructuration de notre président Robert Milton nous a coûté très cher. D’après ce qu’on nous dit et d’après les chiffres que la direction a dévoilés jusqu’à maintenant, la compagnie semble bien aller maintenant. Tellement bien qu’on apprendait il n’y a pas longtemps que la compagnie voulait verser un gros dividende aux actionnaires. Nous, du côté des employés, on ne la trouve pas drôle du tout, cette nouvelle. J’aimerais avoir votre opinion sur ce renvoi d’ascenseur aux principaux actionnaires de la compagnie.

Louis D.

R Lorsque j’ai entendu pour la première fois qu’Air Canada (nouvellement appelée Gestion ACE Aviation) s’apprêtait à verser aux actionnaires un dividende de quelque 300 millions de dollars, j’ai cru qu’il s’agissait d’un canular. À l’assemblée annuelle qui se tiendra jeudi prochain, le 10 novembre, les actionnaires seront appelés à voter sur une résolution spéciale portant effectivement sur le versement d’un dividende d’un montant pouvant atteindre les 300 millions. Cette résolution a été adoptée le 13 septembre par le conseil d’administration de Gestion ACE Aviation et ce, « dans l’intérêt » de la compagnie, précise-t-on dans la circulaire de la direction. Il est spécifié dans la résolution que la somme de 300 millions pourra être versée en une ou plusieurs distributions, le tout à la discrétion du conseil.

« Pour être adoptée, explique-t-on dans la circulaire, la résolution spéciale doit être approuvée par au moins les deux tiers des voix exprimées à l’assemblée par procuration ou en personne. »



Robert Milton, PDG d’ACE Aviation. La haute direction de l’entreprise souhaite verser un dividende spécial de 300 millions aux actionnaires.

Il appert que cette résolution sera de toute évidence adoptée puisque non seulement les principaux actionnaires de Gestion ACE Aviation détiennent le gros bout du bâton mais en plus, ils n’auront aucune difficulté à convaincre les autres actionnaires moindrement importants à profiter immédiatement de la manne inattendue.

Et comme manne inattendue, on n’a vraisemblablement jamais vu cela en Bourse. Pensons-y bien. Il y a à peine un an, Air Canada réussissait à éviter la faillite grâce à la mise en place d’un douloureux plan de restructuration financière. Les employés ont été forcés de faire de lourds sacrifices : coupes dramatiques de salaire, réduction des conditions de travail et des avanta-

ges sociaux, mises à pied en grand nombre, etc. Les créanciers n’ont récupéré qu’une parcelle des créances. Bref, le plan de restructuration a permis à Air Canada de redémarrer avec une dette passablement amincie, qui est passée de 12 milliards à seulement 5 milliards.

C’est donc dire que la restructuration d’Air Canada a nécessité des sacrifices d’au moins 7 milliards de dollars.

Que dire maintenant des détenteurs des anciennes actions d’Air Canada : ils se sont fait carrément laver, n’obtenant en fin de compte qu’une nouvelle action de 20 \$ par bloc de quelque 11 700 anciennes actions. Aussi bien dire, rien !

Un an après ces lourds sacrifices, voilà que le conseil d’administra-

tion de Gestion ACE Aviation se sent suffisamment au-dessus de ses affaires pour verser un dividende spécial de 300 millions aux actionnaires. Méchante saignée pour une entreprise qui sort à peine du gouffre financier.

Voici un rappel de quelques données financières. L’exercice terminé le 31 décembre 2003 affichait une perte de 1,87 milliard de dollars, soit 15,53 \$ par action. Pour la période de 12 mois terminée le 30 juin 2004, la situation n’était guère mieux : la perte s’établissait à 1,84 milliard, soit 15,34 \$ par action.

C’est à partir de ce moment que la situation financière d’Air Canada (ACE Aviation) a commencé à se redresser. Pour la période des 12 mois terminés le 30 juin dernier, la

compagnie présentait un bénéfice de 25 millions de dollars, (30 cents par action) sur un chiffre d’affaires de 9,4 milliards.

Lorsqu’une entreprise présente son premier bénéfice après un tel exercice et ce, grâce à l’effacement d’une dette de 7 milliards de dollars, où est la logique derrière le versement si rapide d’un dividende spécial ? Comment peut-on faire une ponction de 300 millions dans la trésorerie d’une entreprise restructurée qui n’en est qu’à sa première année ? Et qui oeuvre par surcroît dans l’un des secteurs les plus vulnérables de l’économie mondiale ?

Il n’y a qu’une seule et unique raison : la haute direction de Gestion ACE Aviation se sent obligée d’accorder immédiatement un important cadeau aux principaux actionnaires de la compagnie.

Rappelons le nom des trois grandes sociétés financières qui ont investi massivement dans la restructuration d’Air Canada : Deutsche Bank Securities (investissement de 850 millions); Promontoria Holding, filiale de Cerberus (achat de 250 millions de dollars d’actions privilégiées convertibles d’ACE) ; General Electric Capital Corporation (prêt à terme de 540 millions).

Dernier point à relever : Air Canada a beau avoir changé de nom pour ACE Aviation et avoir renoué avec la rentabilité, il serait important que ses administrateurs reprennent vite conscience de l’énorme passif de la caisse de retraite de ses employés. Ce passif atteint 11,2 milliards de dollars, dépassant ainsi l’actif de la compagnie, lequel s’élève autour de 9,4 milliards.

Au lieu de vouloir verser 300 millions de dividende aux actionnaires, ne serait-il pas plus intelligent de la part du conseil d’administration d’ACE Aviation de verser cette somme dans la caisse de retraite de employés ?

Une simple question de bonne gouvernance.

ACHAT D’AVIONS BOEING

Un arbitre donne raison à Air Canada

PRESSE CANADIENNE

Un litige opposant Air Canada et ses pilotes a été résolu par une décision arbitrale rendue hier, ce qui permettra au transporteur aérien de reprendre les pourparlers pour l’achat de nouveaux appareils Boeing. La décision exécutoire de l’arbitre Martin Teplitsky permet de régler le litige avec les pilotes concernant les coûts et d’autres points liés à la commande d’appareils Boeing 777 et 787, a indiqué Air Canada.

« Nous sommes contents de la décision de M. Teplitsky, qui nous apporte l’assurance voulue quant aux coûts des pilotes dans le dossier de l’achat de nouveaux gros-porteurs de Boeing, a déclaré Montie Brewer, président et chef de la direction d’Air Canada. L’heureux règlement de ce dossier nous permet de reprendre avec Boeing nos pourparlers sur l’entente d’achat de nou-

veaux gros-porteurs et d’aller de l’avant avec nos plans d’avenir. »

Le transporteur a affirmé que, dans sa décision, M. Teplitsky confirme les conditions de l’accord de principe conclu le 9 juin 2005 avec l’Association des pilotes d’Air Canada et qui avait ensuite été rejeté par les employés. Air Canada avait alors annulé une commande de 6 milliards US pour les avions de Boeing, qui permettraient au transporteur de mettre en oeuvre sa stratégie pour maintenir des services concurrentiels. Le rejet de l’entente de la part des pilotes était en bonne partie motivé par une vieille querelle sur la question d’ancienneté. Certains pilotes qui travaillent pour Air Canada n’acceptent pas que des collègues qui travaillaient pour les Lignes aériennes Canadien International les aient devancés sur la liste d’ancienneté, au moment de la fusion des deux transporteurs, il y a près de cinq ans.

**Banque Scotia**

Transactions bancaires mondiales

La Banque Scotia a le plaisir d’annoncer la désignation d’une équipe de direction pour sa nouvelle division Transactions bancaires mondiales qui, respectant les engagements pris par la Banque, a pour mission de répondre aux besoins de sa clientèle des entreprises à l’échelle internationale.

Notre but est de servir notre clientèle des entreprises dans le monde entier. La nouvelle équipe de direction exécutera le mandat des Transactions bancaires mondiales qui est d’associer l’efficacité de nos groupes de gestion des relations clientèle avec les nouveaux produits innovateurs sur Internet.

Notre nouvelle entité intégrera les secteurs stratégiques suivants sur une base mondiale: gestion de trésorerie, paiements, opérations de change, financement du commerce international et relations avec les correspondants bancaires. Nous intégrerons aussi nos canaux de distribution et de vente pour les mêmes produits afin d’offrir aux entreprises de toutes tailles les dernières innovations en matière de technologie basée sur le web et de permettre à nos clients de gérer plus efficacement leurs besoins financiers localement et internationalement. Notre équipe dévouée bénéficie du champ complet d’expertise de notre Banque et de sa présence dans plus de 50 pays à travers le monde, offrant ainsi des solutions bancaires globales aussi bien sur place qu’à l’étranger. Cette approche d’«Une équipe, un seul objectif» de solutions pour nos clients nous permettra de maintenir nos standards élevés du service offert à notre clientèle des entreprises sur le plan mondial.

**Albert E. Wahbe**

**Paul LeBlanc**

**Pat Rooney**

**Bob Grant**

M. Albert E. Wahbe, qui a été jusqu’à récemment vice-président à la direction, Services bancaires électroniques, est le nouveau dirigeant des Transactions bancaires mondiales à titre de vice-président à la direction et chef de groupe. M. Paul LeBlanc, premier vice-président, Ventes, Transactions bancaires mondiales, est à la tête d’une équipe de vente spécialisée dans l’offre de solutions à notre clientèle au Canada et à l’étranger. M. Pat Rooney, premier vice-président, dirigera les Services Financement du commerce international, Produits mondiaux et Institutions financières. M. Bob Grant, premier vice-président, Produits et paiements électroniques, a la responsabilité de la gestion et du développement des solutions intégrées de produit et de paiement pour tous les secteurs d’activités.

AVIS DE NOMINATION



Lise Monette

Pierre Bienvenu, associé-chef de la direction d’Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l., a le plaisir d’annoncer la nomination de Lise Monette au poste nouvellement créé de chef du marketing.

Lise Monette, qui figure parmi les grands spécialistes du marketing au Canada, s’occupera de tous les aspects du marketing, dont la publicité, l’image de marque, les relations avec les médias, la gestion des relations avec la clientèle, les événements et les commandites.

Comptant plus de 15 ans d’expérience dans le domaine du marketing de services professionnels, Lise a acquis une expertise aux chapitres de l’élaboration de programmes axés sur les clients clés, de la recherche de nouvelles occasions d’affaires et d’interpromotion ainsi que de la création et de l’encadrement d’équipes nationales de services. Au cours des huit dernières années, Lise a été directrice nationale du marketing auprès d’un grand cabinet d’avocats canadien, où elle a dirigé avec succès de nombreuses offres de service, présentations aux clients et campagnes d’image de marque.

Ogilvy Renault S.E.N.C.R.L., s.r.l. est un cabinet multiservices qui compte environ 445 avocats, agents de brevets et agents de marques de commerce. Fondé en 1879, le cabinet possède des bureaux à Montréal, Ottawa, Québec, Toronto, Vancouver et Londres. Ogilvy Renault est fier de servir une clientèle diversifiée qui compte de nombreuses entreprises Fortune 500 et FT 500. Pour obtenir de l’information supplémentaire, veuillez consulter ogilvyrenault.com.

**OGILVY RENAULT**
LLP / S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Montréal • Ottawa • Québec • Toronto • Vancouver • Londres

Connexions, collaboration, concurrence : libérer la puissance des technologies de l'information et des communications



Conférencière
Isabelle Courville
Présidente - Grandes entreprises
Bell Canada



En association avec :



Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal



ALCOA



BOMBARDIER



GOWLING
Lafleur Henderson s.r.l.



SNC-LAVALIN



PRICEWATERHOUSECOOPERS

Déjeuner-causerie

**Desjardins**
Centres financiers
aux entreprises

Conjuguer avoirs et être

➤ **Mardi 15 novembre 2005**
de midi à 14 h
Fairmont Le Reine Elizabeth
900, boul. René-Lévesque Ouest

➤ **Réservations**
www.cmmm.qc.ca/tribunes
(514) 871-4000, poste 4001

➤ **Billet(s)**
Membres : 55 \$ Non-membres : 85 \$
Taxes en sus

LA PRESSE AFFAIRES

200 fournisseurs s’offrent à Wal-Mart

LAURIER CLOUTIER

À sa première foire des achats tenue à Montréal, hier, Wal-Mart Canada a attiré plus de 200 fournisseurs. Le géant du commerce de détail espère ainsi dépasser les résultats obtenus par celle de Toronto, l’an dernier.

La filiale du géant mondial répétera l’événement aujourd’hui à Québec où sa foire des fournisseurs a suscité plus de 100 inscriptions, pour vendre des produits dans les 261 magasins canadiens, sinon ailleurs dans la chaîne.

Ainsi, Wal-Mart Canada pourrait ajouter de 20 à 50 nouveaux fournisseurs à ses 1300 actuellement recensés au Québec. Ils ont touché 1,2 milliard de dollars l’an dernier. Comparativement, la foire de Toronto avait permis d’ajouter 20 fournisseurs aux 6000 entreprises qui font affaire avec Wal-Mart au Canada.

« Certains des fournisseurs présents détiennent déjà des contrats pour quelques produits mais pourraient en ajouter d’autres. Je suis déjà excité par les résultats anticipés », a souligné le président et chef de la direction du détaillant au Canada, Mario Pilozzi.

« Les trois quarts des 200 fournisseurs profiteront d’un suivi téléphonique et plusieurs vendront à Wal-Mart », a assuré Yanik Deschênes, directeur des communications de la compagnie au Québec.

Parmi les fournisseurs présents, il y avait Lavo, de Montréal (qui produit La Parisienne et Hertel), qui espère doubler ses ventes à Wal-Mart, de 5 à 10 millions de dollars l’an prochain, a déclaré le président, Paul Bouthillier.

Les critiques

Les fournisseurs ne peuvent espérer obtenir des contrats avant de signer une entente, a déclaré de son côté le vice-président à



PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE ©

« La vraie histoire, c’est qu’un magasin Wal-Mart abaisse le coût de la vie de 4 à 10 % pour les résidants de la région et stimule l’économie locale », a lancé le président et chef de la direction de Wal-Mart au Canada, Mario Pilozzi.

l’exploitation pour le Québec et les Maritimes, Sylvain Prud’homme. L’entente demeure conditionnelle à la compatibilité de son système informatique avec celui de Wal-Mart. Le fournisseur devra également détenir une couverture d’assurance minimum de 2 millions de dollars. Il faudra aussi s’entendre sur la propriété des marques de commerce et sur l’état de la marchandise à l’arrivée chez Wal-Mart. Et le détaillant inspecte plus de 50 usines de fournisseurs par jour partout sur la planète, pour s’assurer du respect du code d’éthique, explique Wal-mart aux fournisseurs potentiels.

Mais la foire d’hier a aussi été l’occasion pour Mario Pilozzi de répondre à des critiques sur Wal-Mart. « C’est une jeune compagnie de 1962. Chacune des 15 filiales dans les différents pays est autonome. La part de marché de Wal-Mart au Canada se limite à moins de 10 %.

» Wal-Mart exploite 6100 magasins dans le monde dont 3779 aux États-Unis. Depuis l’achat des 100 Woolco au Canada, le nombre de magasins de Wal-Mart a plus que doublé au Québec, passant de 20 à 47, en incluant le dernier qui sera ouvert à Laval, la semaine prochaine.

« La vraie histoire, c’est qu’un magasin Wal-Mart abaisse le coût de la vie de 4 à 10 % pour les résidants de la région et stimule l’économie locale, a ajouté Mario Pilozzi. Plus de 100 communautés du Canada font pression pour la construction d’un Wal-Mart. Les fournisseurs doivent respecter les règles les plus strictes, dont celle contre le travail forcé des enfants.

» Wal-Mart, a poursuivi le grand patron canadien du groupe, affiche le plus bas taux de roulement du personnel au Canada dans le commerce de détail, soit de 15 % inférieur à son secteur.

FIDUCIES DE REVENU

Goodale promet d’agir rapidement

PRESSE CANADIENNE

TORONTO – Le ministre fédéral des Finances, Ralph Goodale, promet d’agir rapidement dans le dossier des fiducies de revenu, en présentant une nouvelle réglementation peu de temps après la conclusion du processus de consultation, en décembre.

« Certaines personnes ont dit qu’il faudra attendre une année ou deux ou trois. Non. J’entends agir très rapidement, dès que la consultation sera terminée », a dit le ministre Goodale, hier, à Toronto.

« Je reconnais qu’il y a un problème causé par l’incertitude et je souhaite lever cette incertitude le plus rapidement possible, a-t-il ajouté. Mais il y a présentement un dialogue constructif et je veux affirmer très clairement que cette consultation n’est pas une imposture.

» Le ministre a rappelé qu’avant l’annonce d’une consultation publique sur le sujet, le 8 septembre, suivie deux semaines plus tard par un moratoire sur les décisions anticipées de la part de Revenu Canada concernant la création de nouvelles fiducies de revenu, plusieurs personnes en vue du monde des affaires, des universitaires ainsi que des groupes de réflexion avaient soulevé des questions concernant les impacts de cette structure d’entreprise.

« C’est dans ce contexte que nous avons amorcé une consultation, a dit le ministre. Ce processus se poursuivra jusqu’à la fin du mois de décembre et j’espère être en mesure de réagir très rapidement après la conclusion de la consultation.

» Selon un document du ministère des Finances, les fiducies de revenu ont Ottawa de revenus fiscaux totalisant 300 millions au cours de la seule année financière 2004.



Ouvrez la porte à une carrière en commerce international

Exportation et développement Canada (EDC) est une société d’État qui offre des services de financement du commerce extérieur et de gestion des risques aux exportateurs et aux investisseurs canadiens partout dans le monde. À EDC, nous comprenons que le commerce international est essentiel à la prospérité économique du Canada. Et pour reconnaître et appuyer la prochaine génération de leaders dans le domaine, nous avons créé le programme des Bourses d’études internationales EDC.

Par l’entremise de notre Stratégie éducation et emploi jeunesse et en collaboration avec des universités partenaires, nous décernons chaque année des bourses à des étudiants qui manifestent un intérêt pour le commerce international.

Pour en savoir plus sur la Stratégie éducation et emploi jeunesse d’EDC, visitez www.edc.ca/jeunes.

Félicitations aux lauréats des Bourses d’études internationales EDC 2005

Michelle Bargel
Mississauga (Ontario)
Université de Waterloo

Caroline Beaupré
Amos (Québec)
Université Laval

Marko Bebek
St. Andrews (Manitoba)
Université du Manitoba

Eugenia Chiang
Burnaby (Colombie-Britannique)
Université Simon Fraser

Peter Chow
North York (Ontario)
Université McGill

David Godsell
Marystown (Terre-Neuve)
Université Memorial de Terre-Neuve

Jason Goldlist
Toronto (Ontario)
Université du Nouveau-Brunswick

Jean-Nicolas Guillemette
Victoriaville (Québec)
HEC Montréal

Leila Hoda
Toronto (Ontario)
Université Ryerson

Heather Humphreys
Ottawa (Ontario)
Université Dalhousie

Terence Jou
Scarborough (Ontario)
Université de Western Ontario

Polina Konstantinova
Vancouver (Colombie-Britannique)
Université de la Colombie-Britannique

Michael Lubetsky
Montréal (Québec)
Université McGill

Natasha Lymburner
Ottawa (Ontario)
Université d’Ottawa

Jonathan Michaud
Trois-Rivières (Québec)
Université du Québec à Montréal

Philippe Ostiguy
Granby (Québec)
Université de Sherbrooke

Andrew Parlee
Cole Harbour (Nouvelle-Écosse)
Université Saint Mary’s

Matthew Parsons
Edmonton (Alberta)
Université de l’Alberta

Anna Pipin
Ottawa (Ontario)
Université Carleton

Sarah Plourde
Jonquière (Québec)
Université du Québec à Montréal

Vincent Poirier
Kedgwick (Nouveau-Brunswick)
Université de Moncton

William Ralston
Cold Lake (Alberta)
Université de Calgary

Justin Rawlinson
Calgary (Alberta)
Université de Toronto

Sergiy Semenovych
Aurora (Ontario)
Université York

Michael Srebrnik
Montréal (Québec)
Université Concordia

Mona Strudsholm
Calgary (Alberta)
Université de Calgary

Jason VanGarderen
Abbotsford (Colombie-Britannique)
Université de Victoria

Monica Walker
Ottawa (Ontario)
Université Queen’s

INVESTIR

Cinq titres à surveiller



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE

Quelles sont les entreprises qui pourraient obtenir de bons résultats en Bourse au cours de la prochaine année ?

Le courtier MacDougall, MacDougall & MacTier vient de se pencher sur la question lors de sa conférence annuelle sur les perspectives de placement. Sa réponse : la Financière Power, Teck Cominco, le Canadien National, UTS Energy et Absolute Software. « Les trois premiers sont des chefs de file et les deux autres offrent beaucoup de potentiel », souligne l'analyste Christopher Sears.

Financière Power
Elle détient plusieurs « grandes sociétés à succès », comme la London Life, Canada-Vie, Groupe Investors et la Financière Mackenzie. La compagnie possède un excellent réseau de distribution constitué d'agents d'assurance vie, de courtiers de fonds communs et de conseillers en planification financière qui vendent des produits pour les différentes divisions du groupe. Cela dit, les grandes banques cana-

diennes pourraient être intéressées à acheter des divisions (ou l'ensemble) si un regroupement des services financiers était entériné.

Teck Cominco
Il s'agit du producteur de métaux le plus diversifié au Canada. La société produit à faible coût du charbon, du cuivre, du zinc, de l'or et, plus récemment, du pétrole et du gaz. Elle augmente régulièrement son dividende. Cette année, elle l'a justement doublé sans inscrire de dette nette à son bilan. Sa stratégie de diversification lui permet de présenter une progression plus stable de ses profits et du cours de son action.

Canadien National
L'entreprise possède le meilleur ratio d'exploitation parmi les chemins de fer de première catégorie en Amérique du Nord, ce qui est une preuve de gestion exceptionnelle. Au cours des derniers trimestres, elle a affiché des résultats solides dans ses activités principales (bois, produits chimiques, minerais et métaux, etc.) Les chemins de fer sont économiques, en termes d'essence, pour transporter des marchandises. Tout indique que ce moyen de transport avantageux est appelé à poursuivre son développement.

UTS Energy
Une société qui est spécialisée dans le secteur des sables bitumineux au Canada. Elle détient une participation de 30 % dans le projet de Fort Hills qui compte 2,8 milliards de barils de pétrole récupérable. Ce partenariat permettra à la société de construire un projet de 190 000 barils par jour en deux étapes. La première étape (100 000 b/j) devrait être terminée vers 2010-2011. La mine aura une durée de vie prévue de 40 ans lorsqu'elle aura atteint sa pleine production.

Absolute Software
Cette société a développé un logiciel pour retracer des ordinateurs portables volés. La sécurité des ordinateurs portables est devenue une priorité

LAPRESSEAFFAIRES.COM									
Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier									
1	Hemosol	(HML)							
2	Bombardier	(BBD.SV.B)							
3	Groupe Jean Coutu	(PJC.SV.A)							
4	Coretec	(CYY)							
5	Nortel	(NT)							
6	ConjuChem	(CIC)							
7	Google	(GOOG)							
8	CO2 Solution	(CST)							
9	Raymor Industries	(RAR)							
10	Placer Dome	(PDG)							

RÉSULTATS FINANCIERS									
		REVENUS (000 \$)			BÉNÉFICE NET (000 \$)			BÉN. / ACTION	
		Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.	Var. %	Cour.	An dern.
Amerigo Res. (ARG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	12 507	10 763	16	6 503	2 961	120	0.08	0.05
Mines/Métaux, C.-B.									
Arctic Glacier Inc. F. (AG.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	73 584	50 640	45	17 149	11 566	48	0.72	0.50
Pétrole/Energie, Manitoba	9 mois	134 668	97 950	37	17 774	14 086	26	0.75	0.60
Cameco (CCO / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	287 037	313 198	-8	77 765	51 566	51	0.45	0.30
Mines/Métaux, Saskatc.	9 mois	790 390	687 806	15	136 488	242 080	-44	0.79	1.42
Centerra Gold (CG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	76 529	86 675	-12	8 953	28 724	-69	0.12	0.40
Mines/Métaux, Ontario	9 mois	263 539	159 332	65	36 071	35 774	1	0.50	0.71
Enerflex Sys.(EFX / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	162 727	141 293	15	9 832	7 726	27	0.44	0.35
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois	467 504	389 400	20	26 378	20 653	28	1.17	0.93
Fortis (FTS / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	341 650	303 653	13	37 450	25 452	47	0.36	0.27
Services publics, Terre-Neuve	9 mois	1 088 387	808 959	35	114 834	69 679	65	1.13	0.86
Glamis Gold (GLG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	41 100	21 000	96	1 600	2 800	-43	0.01	0.02
Mines/Métaux, N/A	9 mois	131 900	61 300	115	12 000	14 800	-19	0.09	0.11
Hardwoods Dist.Inc. F.(HWD.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	94 766	97 040	-2	4 597	4 351	6	0.32	0.30
Banques/Services fin., C.-B.	9 mois	271 645	196 165	38	10 981	9 035	22	0.76	0.63
Inmet Mining (IMN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	178 170	133 758	33	36 788	23 183	59	0.82	0.57
Mines/Métaux, Ontario	9 mois	517 824	425 886	22	97 256	60 692	60	2.27	1.51
LYRitech (LYT / TSX CROIS.)	30 sept. - 3 ^e trim.	1 650	1 328	24	(262)	(330)	—	0.00	(0.01)
Ord./Electron./Logiciels, Québec	9 mois	5 336	3 451	55	(700)	(792)	—	(0.01)	(0.01)
Macdo. Dettw.&Asso. (MDA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	209 480	198 656	5	16 898	13 943	21	0.42	0.36
Aérospatiale/Défense, C.-B.	9 mois	628 093	551 309	14	48 056	38 491	25	1.22	0.99
Manitoba Tel.Svcs. (MBT / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	516 200	495 900	4	45 100	51 000	-12	0.67	0.61
Télécomm., Manitoba	9 mois	1 513 500	1 021 000	48	199 100	262 800	-24	2.94	3.65
Melcor Develop. (MRD / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	52 355	21 385	145	18 520	4 073	355	6.13	1.31
Immobilier, Alberta	9 mois	91 994	52 349	76	26 390	9 728	171	8.73	3.14
MethylGene (MYG / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	1 691	1 860	-9	(3 897)	(2 716)	—	(0.18)	(0.13)
Médical/Produits pharm., Québec	9 mois	5 621	6 584	-15	(10 397)	(6 977)	—	(0.48)	(0.39)
Molson Coors Brewing (TAP / TSX)	25 sept. - 3 ^e trim.	2 210 181	487 828	49	108 198	64 142	69	1.27	1.72
Aliment./Boissons, Québec	9 mois	5 837 783	4 272 841	37	112 560	141 018	-20	1.45	3.81
Quebecor (QBR.MV.A / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	2 520 300	2 628 900	-4	22 600	41 000	-45	0.35	0.63
Édition/Inform., Québec	9 mois	7 528 300	7 715 200	-2	55 200	52 800	5	0.85	0.82
Quebecor World (IQW.SV / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	1 577 200	1 569 600	0	30 900	45 800	-33	0.16	0.28
Édition/Inform., Québec	9 mois	4 619 300	4 516 800	2	56 200	93 600	-40	0.20	0.50
Ritchie Bros. Auction. (RBA / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	38 430	31 449	22	4 568	1 810	152	0.13	0.05
Service, C.-B.	9 mois	152 700	125 115	22	39 377	23 564	67	1.15	0.69
Sico. (SIC / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	83 408	83 801	0	6 262	6 551	-4	0.46	0.48
Mines/Métaux, Québec	9 mois	250 539	241 116	4	17 707	15 701	13	1.29	1.15
Silver Wheaton (SLW / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	18 081	0	6 378	(16)	—	—	0.04	(0.01)
Mines/Métaux, C.-B.	9 mois	53 421	0	18 282	(188)	—	—	0.11	(0.11)
St. Lawrence Cem.G. (ST.SV.A / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	449 300	428 600	5	42 500	39 200	8	1.02	0.94
Construction/Bâtiment, Qué.	9 mois	950 000	896 800	6	3 400	47 400	-93	0.08	1.14
Toromont Indus. (TIH / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	422 952	368 103	15	24 191	18 583	30	0.38	0.29
Construction/Bâtiment, Ont.	9 mois	1 114 097	1 031 496	8	49 989	43 764	14	0.79	0.69
TransCanada (TRP / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	1 491 000	1 307 000	14	427 000	245 000	74	0.88	0.51
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois	4 342 000	4 007 000	8	859 000	847 000	1	1.77	1.75
TransGlobe Ener. (TGL / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	18 939	8 233	130	7 539	2 541	197	0.13	0.05
Pétrole/Energie, Alberta	9 mois	44 270	19 883	123	15 519	5 151	201	0.27	0.10
Wajax Inc. F.(WJX.UN / TSX)	30 sept. - 3 ^e trim.	258 030	215 008	20	9 364	5 237	79	0.56	0.33
Machinerie/Fabrication, Ont.	9 mois	772 586	634 694	22	17 352	12 300	41	1.08	0.78
Source: CNW Group									

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

LES ENTREPRISES EN CHIFFRES

FINANCIÈRE POWER

Symbole : **PWF**

Exercice financier : 31 décembre

T2 2005 T2 2004

Bénéfice net (M\$) :	451	431
Bénéfice dilué par action :	62 ¢	59 ¢
Fonds propres (M\$) :	9 014	8 684

TECK COMINCO

Symbole : **TEK.SV.B**

Exercice financier : 31 décembre

T3 2005 T3 2004

Revenus (M\$) :	1 150	925
Bénéfice net (M\$) :	405	116
Bénéfice dilué par action :	1,88\$	57 ¢

CANADIEN NATIONAL

Symbole : **CNR**

Exercice financier : 31 décembre

T3 2005 T3 2004

Revenus (M\$) :	1 810	1 709
Bénéfice net (M\$) :	411	116
Bénéfice dilué par action :	1,47 \$	1,19 \$

UTS ENERGY

Symbole : **UTS**

Exercice financier : 31 décembre

T2 2005 T2 2004

Revenus (M\$) :	402	151
Bénéfice net (M\$) :	-881	-713
Bénéfice dilué par action :	-1 ¢	-1 ¢

ABSOLUTE SOFTWARE

Symbole : **ABT**

Exercice financier : 31 décembre

T2 2005 T2 2004

Revenus (M\$) :	2,3	1,8
Bénéfice net (M\$) :	-0,5	0,9
Bénéfice dilué par action :	-3 ¢	6 ¢

CHRISTOPHER SEARS

Analyste financier pour MacDougall,
MacDougall & MacTier

PLUS : la bonne performance
de l'économie et des entreprises

MOINS : une poussée
inflationniste diminuerait les
ratios cours/bénéfice

avec l'attention accordée par les gouvernements à la protection et à la gestion des données personnelles. La société vient de signer une entente aux États-Unis lui permettant de modifier le nom de son logiciel pour l'appeler *LoJack for laptops*. Elle a établi des partenariats avec d'importants chef de file, comme IBM, Gateway et HP, afin d'intégrer son logiciel directement à leur marque d'ordinateurs portables.

Autres suggestions
D'autres titres font également

partie de la liste des favoris du courtier MacDougall, MacDougall & MacTier.

Il s'agit de la Banque Nationale (NA), de Hanfeng Evergreen (HF), de Petro-Canada (PCA), de Newmont Mining (NMC), de Southwestern Resources (SWG), de Corporation Hélicoptère CHC (FLY.SV.A), et Telus (T).

Du côté américain, il recommande le Groupe Optimal (OPMR, NASDAQ) et Nantai Nam Tai Electronics (NTE, Dow Jones).

Toronto conserve un gain modeste

REVUE BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Grâce aux titres de l'énergie, la Bourse de Toronto a pu finir avec un gain modeste hier. L'indice S&P/TSX a pris 7,43 points à 10 390,75 dans un volume de 222,6 millions d'actions échangées, le public investisseur espérant bien avoir vu la fin de la correction à la baisse qui a marqué le mois d'octobre. La Bourse de New York, par

contre, reculait après qu'à Washington, la Réserve fédérale eut augmenté ses taux d'intérêt pour la 12^e fois depuis juin 2004, afin de tenir en respect l'inflation. L'avertissement du fabricant d'ordinateurs Dell pour son profit a aussi pesé sur la séance, en dépit d'un indice des directeurs d'achat — le pouls du secteur manufacturier — meilleur que prévu. Dans l'analyse de sa décision portant le taux directeur à 4 %, la banque centrale américaine réitère que d'autres hausses pourront survenir « à un rythme qui sera probablement modéré ».

Ciment Saint-Laurent profite du boom immobilier

PRESSE CANADIENNE

La vigueur de l'industrie de la construction aux États-Unis a permis à Ciment Saint-Laurent d'augmenter ses ventes et son bénéfice au troisième trimestre en dépit de l'accroissement des coûts de l'énergie. Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre, la société a enregistré des profits nets de 42,5 millions de dollars, ou 1,02 \$ par action, comparativement à 39,

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE	VAL. BOUR.	52 SEMAINES	
	IQ 30	(\$)	NET	ANNÉE (%)	(M \$)	HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	3,87	0,22	6,03	-53,15	1 703	8,38
▲ ACE Aviation (ACE.RV)	✓	32,00	1,00	3,23	-9,99	3 242	43,03
Addenda Capital (ADV)		30,50	0,00	0,00	23,73	359	32,50
▲ Aeterna (AEZ)		5,70	0,14	2,52	-24,00	263	8,25
▲ Alcan (AL)	✓	39,07	1,86	5,00	-25,60	14 469	56,08
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	21,83	0,43	2,01	22,99	4 448	22,00
▲ Astral Media (ACM.NV.A)		32,25	0,80	2,54	-1,01	1 772	35,09
Axcan Pharma (AXP)		15,07	0,07	0,47	-35,27	688	25,15
Banque de Montréal (BMO)	✓	57,77	-0,04	-0,07	0,02	28 923	62,44
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	30,20	-0,15	-0,49	25,47	711	32,79
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	59,57	0,43	0,73	20,20	9 865	62,31
Banque Royale du Canada (RY)	✓	82,85	-0,48	-0,58	28,95	53 674	86,68
▼ BCE (BCE)	✓	28,23	-0,93	-3,19	-2,39	26 166	33,00
▲ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	2,53	0,04	1,61	6,30	4 429	3,66
▲ Bombardier (CBI)		2,19	0,08	3,79	-31,78	601	3,83
Cascades (CAS)	✓	7,77	-0,03	-0,39	-42,02	630	14,80
CN (CNR)	✓	86,30	0,80	0,94	18,11	23 599	87,20
Cogeco (CGO.SV)		24,30	-0,20	-0,82	8,43	400	29,85
▲ Conjuchem (CJC)		1,13	0,07	6,60	-73,10	54	5,72
Corporation Financière Power (PWF)	✓	31,00	-0,31	-0,99	-3,10	21 849	35,50
▲ Domtar (DTC)	✓	5,12	0,15	3,02	-64,69	1 181	15,25
Emergis (EME)		3,75	0,00	0,00	3,02	350	3,95
▲ Garda (GW)		14,31	0,21	1,49	71,17	362	14,44
Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	8,56	0,06	0,71	7,00	3 688	8,90
Groupe Canam (CAM/SV.A)		7,05	0,05	0,71	32,27	298	7,60

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractère gras** > Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / **M \$** > Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
OUVERTURE	10 390,04	10 444,28	10 390,75	0,07%	17,30%
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 628	GAINS	645	PERTES	783
INCHANGÉES	200				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	11 118,03	8 795,47	(millions)	221	247

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	171,25	0,18	Prod. consom. discr.	96,80	-0,09
Matériaux de base	165,10	-0,31	Services de télécom.	77,12	-1,19
Énergie	289,40	2,43	Prod. consom. de base	194,09	0,17
Produits industriels	82,46	0,22	Service publics	202,24	1,69
Tech. de l'information	26,71	-0,29	Soins de santé	51,19	0,06

AUTRES INDICES CANADIENS					
	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)		FERMETURE
S&P / TSX 60	585,68	0,13	0,02	S&P / TSX Moyen. Cap.	715,07
S&P / TSX Petites cap.	630,36	4,92	0,79	DJ Can. Titans (40)	1 525,27

LES 10 PLUS ACTIFS					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)		VOLUME
ABITIBI-CONSO	14694528	3,87	0,22	BARRICK GOLD CORP	3676856
PLACER DOME INC	9210566	22,71	-0,62	LIONORE MINING	3592325
NORTEL NETWORKS	8609056	3,76	-0,05	BCE INC	3509189
CANADIAN NATURAL	4070535	49,35	1,06	ENCANA CORP	2765144
BEMA GOLD CORP	3685235	3,04	0,07	BANK OF MONTREAL	1802855

TITRES GAGNANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME
724 SOLUTIONS INC	459761	4,44	35,78	GSW INC A	1000
CASPIAN ENERGY INC	636200	2,15	22,16	MELCOR	4310
RIDLEY INC	3070	10,65	12,11	CANADIAN TIRE CORP	1225
SMTC MANUF CORP	14236	3,34	11,33	MOLSON COORS	77,12
TRANSLOBE	71247	6,29	10,35	TRICAN WELL	230071

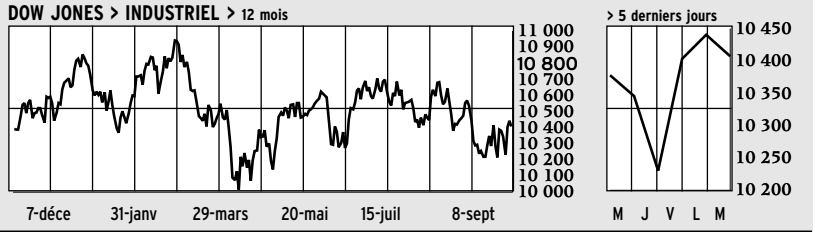
TITRES PERDANTS EN %					
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME
XANTREX	35047	6,25	-13,91	FAIRFAX FINANCIAL	6530
MACYRO INC < LE	2200	2,50	2,04	MANITOBA TELECOM	1204021
EUROPEAN	32802	1,98	-10,00	CANADIAN TIRE CORP	151500
INNOVA	77313	7,30	-6,89	POTASH CORP OF	337544
TVA GROUP INC- B	22224	15,26	-6,38	RESEARCH IN MOTION	556657

BOURSE DE CROISSANCE TSX



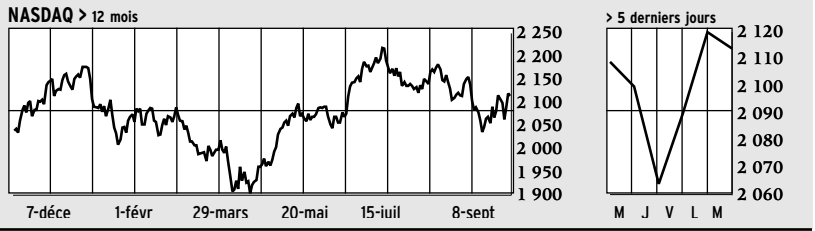
HIER	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
OUVERTURE	1 993,56	1 998,43	1 985,51	-0,40%	23,50%
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 106	GAINS	335	PERTES	483
INCHANGÉES	288				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 182,77	1 587,51	(millions)	64	77

NEW YORK



HIER	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
OUVERTURE	10 437,51	10 455,28	10 406,77	-0,32%	3,51%
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 458	GAINS	1 548	PERTES	1 761
INCHANGÉES	149				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	10 984,46	10 000,46	(millions)	2 430	1 936

NASDAQ



HIER	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
OUVERTURE	2 108,83	2 121,25	2 114,05	-0,30%	6,78%
ACTIONS NÉGOCIÉES	#REF!	GAINS	1 276	PERTES	1 720
INCHANGÉES	#REF!				
52 semaines	HAUT	BAS	Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT
	2 219,91	1 889,83	(millions)	1 964	1 945

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE		FERMETURE	CHANGEMENT		VAR. CETTE
	(\$)	NET	%	VOLUME	ANNÉE (%)	(\$)	NET	%	VOLUME
Abcoust Mines Inc -CI B (ABI)	0,28	0,00	0,00	3 000	-8,33	Isacsoft Inc-A (ISF)	0,13	0,01	8,33
Abitex Resources Inc (ABE)	0,37	0,06	19,36	3 000	-16,85	Junex Inc (JNX)	1,43	0,08	5,93
Advitech Inc (AVI)	0,13	0,01	8,70	4 000	-16,67	Kwg Resources Inc (KWG)	0,05	0,01	11,11
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,07	-0,03	-26,32	23 000	-26,32	Kangaroo Media Inc (KTV)	0,94	0,01	1,08
Aldevision Inc (ALD)	0,05	-0,01	-16,67	1 000	-37,50	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,05	0,00	0
Amadeus International Inc (AML)	0,15	0,00	0,00	0	-72,73	Louvem Mines Inc (LOV)	0,40	0,00	0,00
Andromed Inc (AD)	0,10	0,00	0,00	0	-66,67	Lyrtech Inc CI A (LYT)	0,26	0,01	1,96
Antoro Resources Inc (ORE)	0,06	0,01	10,00	35 000	-47,62	Magistral Biotech Inc (MBS)	0,06	0,00	0,00
Appalaches Resources Inc (APP)	0,08	-0,01	-5,88	86 530	-55,56	Matamec Explorations Inc (MAT)	0,06	-0,01	-8,33
Artquest InternatI Alliances (AQ/SV/B)	0,03	0,00	0,00	0	-28,57	Melkior Resources Inc (MKR)	0,05	0,01	25,00
Azimut Exploration Inc (AZM)	0,90	-0,01	-1,10	43 000	111,77	Metanor Resources Inc (MTO)	0,64	0,00	0,00
Bell Canada International (BI/H)	6,19	0,00	0,00	4 693	40,68	Metco Resources Inc (MKO)	0,10	0,00	0,00
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,10	0,00	0,00	25 000	-62,00	Mirabel Resources Inc (RMB)	0,14	0,00	0,00
Biovelop Technologies Corp (BIE)	0,18	-0,02	-7,90	9 500	-46,97	Mistral Pharma Inc (MIP)	0,07	0,00	0,00
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,12	0,00	0,00	10 000	-17,24	Mty Food Group Inc (MTY)	3,80	0,00	0,00
Biosyntech Inc (BSY)	0,70	0,10	16,67	65 801	-17,65	Murgor Resources Inc (MUG)	0,11	0,01	5,00
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,23	-0,01	-2,17	17 000	-55,00	Namex Exploration Inc (NME)	0,43	-0,07	-13,27
Canadian Royalties Inc (CZ)	1,33	0,02	1,53	59 100	-32,49	Neptune Tech&Bioressources I (NTB)	0,73	0,03	4,29
Capital Pro-Egaur Inc (CPE)	0,08	0,00	0,00	0	-33,33	Normabec Mining Res Ltd (NMB)	0,09	0,00	0,00
Ced-Or Corp (COQ)	0,05	0,00	0,00	187 000	-69,70	Novoko Echographs Inc (EKG)	0,38	0,00	0,00
Clemex Tech Inc- A Shrs (CXG/A)	0,24	0,00	0,00	0	166,67	Nstein Technologies Inc (EIN)	0,15	-0,01	-3,23
Co2 Solution Inc (CST)	0,61	-0,09	-12,86	174 800	60,53	Nti Newmerical Inc (CFD)	0,15	0,00	0,00
Compore Inc (CNP)	0,31	0,00	0,00	0	-35,42	OmniTech Consultant Group Inc (GCO)	0,50	-0,03	-5,66
Cpi Technologies Inc (CCY)	0,11	0,00	0,00	0	57,14	Orex Exploration Inc (OX)	0,28	0,02	5,66
D'Arianne Resources Inc (DAR)	0,14	-0,01	-6,67	20 645	40,00	Orthosoft Inc (OSH)	0,38	0,00	0,00
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,21	0,00	0,00	0	-12,50	Osisko Exploration Ltd (OSK)	0,71	0,00	0,00
Deq Systems Corp (DEQ)	0,80	-0,05	-5,88	12 000	-5,88	Perlite Canada Inc (PCI)	0,16	0,00	0,00
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	0,22	0,00	0,00	122 469	-66,15	Pershimco Resources Inc (PRO)	0,19	0,00	0,00
Diagnos Inc (ADK)	0,25	-0,01	-2,00	80 750	-18,33	Petrolia Inc (PEA)	0,37	0,01	2,78
Dior Resources Inc (DOR)	0,40	0,01	2,56	156 500	26,98	Plexmar Resources Inc (PLE)	0,07	0,00	0,00
Dios Exploration Inc (DOS)	0,23	0,00	0,00	500	-47,73	Pro-Or Mining Resources Inc (POI)	0,80	-0,02	-2,44
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,11	0,00	0,00	0	5,00	Pro-Veinor Resources Inc (PRV)	0,04	0,00	0,00
Divcom Lighting Inc (DVO)	0,33	0,01	3,13	5 500	-43,10	Puma Exploration Inc (PUM)	0,18	0,00	0,00
Dynacor Mines Inc (DYN)	0,30	0,00	0,00	0	3,45	Radisson Mining Resources (RDS)	0,33	0,03	10,00
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	0,38	0,00	0,00	231 100	11,77	Raymor Industries Inc (RAR)	0,63	-0,01	-1,56
Events International Holding (EIH)	0,42	-0,02	-4,55	242 834	1100,00	Resources Majescor Inc (MAJ)	0,13	-0,01	-3,70
Environ Applied Research Tec (EAR)	0,14	-0,01	-3,45	216 000	-12,50	Robex Resources Inc (RBX)	0,30	0,00	0,00
Exeltech Aerospace Inc (XLT)	0,25	0,00	0,00	18 000	-43,18	Rocrest Ltd (RTT)	2,22	-0,08	-3,48
Exploration Orbitre Vspa Inc (ORT/A)	0,10	-0,02	-13,64	41 500	90,00	Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,40	0,00	0,00
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,41	-0,01	-2,38	187 825	110,26	Searchgold Resources Inc (SRG)	0,09	-0,01	-5,26
Fortune 1000 Group Inc (FRT)	0,55	0,00	0,00	0	-21,43	Section Rouge Media Inc (ASO)	0,31	0,00	0,00
Freewest Resources Canada (FWR)	0,16	-0,02	-8,82	308 898	-22,50	Sirios Resources Inc (SOI)	0,11	0,00	0,00
Frv Media Inc-CI A (FRV)	0,25	0,00	0,00	0	-45,56	Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,24	0,00	0,00
Genomics One Corporation (GNX)	0,11	0,00	0,00	2 960	-61,40	South-Malartic Exploration (MSU)	0,15	0,00	0,00
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,13	0,02	18,18	183 682	-16,13	Strateco Resources Inc (RSC)	0,12	0,00	0,00
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,28	0,00	0,00	0	9,80	Syscan International Inc (SYA)	0,32	0,02	6,67
Golden Tag Resources (GOG)	0,10	-0,01	-9,09	500	-33,33	Telesystem Intl Wireless Inc (TIW)	1,00	-0,01	-0,99
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,27	0,00	0,00	0	-3,57	Tom Exploration Inc (TUM)	0,39	-0,01	-1,28
H2O Innovation (2000) Inc (HOI)	0,09	0,02	20,00	30 000	28,57	Typhoon Exploration Inc (TOO)	0,14	-0,01	-6,67
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,08	0,00	0,00	0	-25,00	Vantex Resources Ltd (VTX)	0,20	0,00	0,00
Honeybee Technology Inc (HBT)	0,51	0,00	0,00	0	-79,44	Vigil Locating Systems Corp (VIG)	0,09	0,00	0,00
Iforum Financial Network Inc (IFF)	0,20	0,03	17,65	5 000	-52,38	Vior Exploration Inc (VIO)	0,14	-0,02	-12,50
Imaflex Inc (IFX/A)	1,15	-0,03	-2,54	10 000	109,09	Wesdome Gold Mines Inc (WDG)	1,60	0,10	6,67

BOURSE DE TO

[illegible]

	pon	Echéance	Prix	Rend.	Var.			
Canada	8.75	1 Déc. 05	100.43	2.85	-0.01	Canada	6.00	1 Juin 11
Canada	7.00	1 Déc. 06	100.01	2.51	-0.00	Canada	10.25	15 Mars 14
Canada	7.00	1 Déc. 06	100.01	2.51	-0.00	Canada	0.75	1 Juin 21

[illegible]

Internet en vol, le choix des gens d'affaires



ALAIN MC KENNA
TECHNO.BIZ
COLLABORATION SPÉCIALE

Au début de 2006, les premiers avions dotés d'un accès Internet feront leur apparition dans le ciel nord-américain. Au grand bonheur des gens d'affaires, qui y voient une manière d'accroître leur productivité, et des vacanciers, qui pourront tuer le temps d'une nouvelle façon. Et selon les partisans du Web en vol, l'industrie aérienne y gagnera en sécurité, contrairement à ce que croit le département de la Sécurité intérieure des États-Unis.

Il y a près d'un an, la Commission américaine des communications

(FCC) a laissé le champ libre aux lignes aériennes qui veulent installer à bord de leurs avions de ligne un accès Internet. C'est en utilisant le signal des transmissions air-sol qu'on serait en mesure de connecter un avion à la Toile, mais la façon dont les passagers pourront eux-mêmes se brancher reste nébuleuse. Un accès sans fil de type wi-fi intéresserait au plus haut point les lignes américaines, dont United Airlines.

Annoncé l'été dernier, le service qu'offrira prochainement United Airlines utilise effectivement ce protocole sans fil à haut débit. « Le résultat de nos études indique que ce type d'accès est le préféré de nos clients pour communiquer avec les gens au sol », affirme Dennis Cary, vice-président d'United Airlines. Selon lui, l'accès à Internet a été préféré au téléphone et, plus étonnant encore, à la possibilité d'utiliser son propre téléphone cellulaire en plein vol.

Cela dit, ce ne sont pas tous les avions qui seront équipés du service. United, qui s'est associée au fournisseur d'accès américain Verizon, a dû démontrer à l'Administration américaine de l'aviation (FAA) qu'il n'y aurait pas d'interférence avec les fonctions de routine de l'avion, un Boeing B757-200. La FAA a conclu que le système était sécuritaire, mais n'a autorisé l'Internet en vol sur ce seul type d'appareil.

On peut s'attendre à ce que le service soit payant, comme c'est le cas avec le service téléphonique à bord de nombreux appareils commerciaux.

Chez Air Canada, plusieurs nouveautés s'en viennent en matière de divertissement en vol, incluant un écran pour chaque siège ainsi qu'un service de vidéo personnalisée pour chaque passager, mais aucun projet n'est annoncé en ce qui a trait au service de connexion Internet. « Il est un peu trop tôt pour donner une

date ou même des précisions sur le sujet », a confié à *La Presse Affaires* Isabelle Arthur, responsable des communications pour le transporteur aérien.

Dans le contexte actuel, il n'est pas étonnant de constater que le gouvernement américain juge peu sécuritaire l'installation d'un tel réseau de communication à bord des avions qui survolent son territoire. C'est pourquoi le FBI et les départements de la Justice et de la Sécurité intérieure des États-Unis ont demandé de pouvoir passer au peigne fin toute communication air-sol.

Les trois agences craignent que d'éventuels terroristes se servent de leur courriel ou d'un service de messagerie instantanée pour communiquer entre eux afin de coordonner une attaque.

Une attitude de poltron, soutient l'auteur américain Bruce Schneier, analyste réputé en matière de sécurité et de technologie. « Tout comme ça n'a aucun sens d'interdire les

automobiles parce que les voleurs de banque s'en servent pour commettre leurs délits, cela n'a aucun sens d'interdire l'usage d'Internet dans les avions parce que d'éventuels terroristes pourraient l'utiliser aussi », dit-il en entrevue à *La Presse Affaires*. La sécurité est plus efficace lorsqu'elle ne spécule pas sur ce que sera la prochaine attaque terroriste. « En réalité, il existe des milliers de scénarios terroristes potentiels qui n'ont rien à voir avec l'Internet en avion », dit-il.

En fait, en permettant aux passagers de pouvoir communiquer rapidement et en tout temps avec les gens au sol, on complique la tâche d'éventuels terroristes à l'oeuvre à partir d'un avion. « On doit identifier les terroristes et les arrêter sans égard à ce qu'ils désirent faire », résume M. Schneier.

Selon lui, il serait plus facile de les démasquer, ou de les dénoncer, avec une centaine de témoins potentiels qu'avec le seul signal de communication monopolisé par les pilotes. Sous cet angle, permettre aux passagers d'avoir accès à Internet n'est pas seulement une mesure leur permettant de travailler un peu plus ou de se divertir davantage, mais ça pourrait aussi s'avérer une façon d'accroître la sécurité à bord des avions de ligne.

COURRIEL
Pour joindre notre collaborateur alain.mckenna@lapresse.ca

Le titre de Dell en chute

Inquiétudes sur le changement de stratégie

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le titre du fabricant et distributeur informatique Dell était en forte baisse hier à la Bourse américaine, les investisseurs estimant que ses ventes de matériel souffrent actuellement d'une réorientation vers le haut de gamme qui ne correspond pas au gros de la demande.

L'action Dell a reculé de 8,28 %, à 29,24 \$US, au NASDAQ. Le titre n'était plus tombé sous les 30 \$US depuis mai 2003.

Selon la plupart des analystes, l'avertissement lancé lundi sur le résultat du trimestre clos à la fin d'octobre prouve que le change-

ment de stratégie en cours — vers du matériel vendu plus cher — connaît des ratés.

Dell, premier vendeur mondial de micro-ordinateur (PC), accentue sa diversification dans les serveurs et matériels de stockage de données « à plus fortes marges », a expliqué la banque Piper Jaffray. Et les avantages concurrentiels liés à son mode de distribution en direct (par Internet et téléphone) « ne sont pas aussi évidents sur ces segments que dans les PC », a-t-elle ajouté.

Selon Robert Semple, analyste de Credit Suisse First Boston (CSFB), « Dell s'est clairement éloigné des ventes de bas de gamme pour tenter d'amener les clients vers du maté-

riel vendu plus cher ».

« Cela a augmenté sa part de marché dans le haut de gamme mais fait baisser ses ventes globales », a-t-il poursuivi.

Selon M. Semple, les consomma-

Lundi, Dell a dit s'attendre à des bénéfices et ventes inférieurs à ses prévisions initiales.

teurs continuent de privilégier les PC les moins chers, comme le prouvent notamment les fortes ventes sur les marchés émergents.

Lundi après la clôture du marché, Dell a dit s'attendre à des bénéfices et ventes inférieurs à ses prévisions initiales en raison selon lui de con-

tre-performances dans les PC aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Le bénéfice par action (BPA) hors exceptionnels devrait se situer à 39 cents US, « soit dans le bas de notre fourchette de prévisions », pour un chiffre d'affaires d'environ 13,9 milliards US, comparativement à un chiffre attendu jusqu'alors dans la fourchette 14,1-14,5 milliards US, a indiqué le groupe.

Selon Piper Jaffray, Dell a souffert d'un manque à gagner lié au « faible » niveau de dépenses des entre-

prises britanniques dans le matériel professionnel, et à des ventes également décevantes auprès du gouvernement américain, « particulièrement du ministère de la Défense ».

« En termes de produits, nous pensons que les résultats ont été plus faibles que prévu dans les con-

direction. Plusieurs courtiers ont abaissé hier leur recommandation sur l'action de Dell et la firme AG Edwards a abaissé à 36 \$US — comparative-ment à 50 \$US auparavant — son objectif de progression du titre d'ici à 12 mois.

Bénéfice net en hausse de 13% chez Lenovo

AGENCE FRANCE-PRESSE

HONG KONG — Le groupe chinois de matériel informatique Lenovo a réalisé au premier semestre de son exercice, clos à la fin de septembre, un bénéfice net de 711 millions de dollars de Hong Kong (91,2 millions US), en hausse de 13,45 % par rapport à la même période l'an dernier (627 millions HK), a-t-il annoncé hier.

Lenovo, qui a acheté en mai la division de micro-ordinateurs (PC) d'IBM pour 1,75 milliard US, a vu dans le même temps son chiffre d'affaires progresser de 317 %, à 48,11 milliards de dollars de Hong Kong, comparativement à 11,53 milliards au premier semestre de l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation a augmenté de 81 %, à 1,17 milliard de dollars de Hong Kong, comparativement à 645 millions au premier semestre de l'exercice précédent.



Steve Ward, chef de la direction de Lenovo, commentant les résultats de la compagnie en conférence de presse hier à Hong Kong.

LA PRESSE AFFAIRES

POUR SE FAIRE UNE IDÉE

Tous les jours dans LA PRESSE

SE RÉUNIR POUR LE PLAISIR ET LES AFFAIRES

Les Trois Filleuls et Spa Givenchy

SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

RELAYS & CHATEAUX

GIVENCHY

(Autoroute 20, sortie 112)
Tél. : (514) 856-7787
www.lestroistilleuls.com

À VENDRE INVESTISSEMENT

LE LOCATAIRE OCCUPE TOUT L'IMMEUBLE DEPUIS 1999. BAIL PRENANT FIN EN MARS 2009, PLUS OPTION DE 5 ANS. LOYER ANNUEL NET 33 600 \$. DEMANDE 450 000 \$.

J. UDITSKY & CO INC. COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ (514) 382-5440

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Abonnez-vous au site de nouvelles financières et économiques la plus consultée au Québec... C'EST GRATUIT

DECLARATION DE DIVIDENDE

Le Conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada a déclaré un dividende trimestriel de 0,25 \$ par action sur les actions ordinaires en circulation. Le dividende trimestriel sera payé le 30 décembre 2005 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 9 décembre 2005.

Par ordre du Conseil
Sean Finn
Premier vice-président
Affaires publiques,
chef de la direction
des Affaires juridiques
et secrétaire général
Le 18 octobre 2005

LE CHEMIN DE FER DE L'AMÉRIQUE DU NORD
www.cn.ca

Projet de développement résidentiel à vendre / Région des Laurentides

Ste Marguerite – Estérel – Entrelacs

OCCASION UNIQUE DE FAIRE L'ACQUISITION DU DOMAINE DE LA FAMILLE GOLD

- Terrain exceptionnel d'une superficie approximative de 87 acres (3 800 000 pi²)
- Près de 5 500 pieds linéaires sur les rives des lacs Charlebois, Clair et Noir
- Situé à 80 km de Montréal, à moins de 15 minutes des meilleures stations de ski des Laurentides, à proximité de deux routes importantes desservant le nord du Québec (15 & 25) et accessible par les chemins d'Entrelacs, du Lac-Clair et du Lac-Violon
- Une partie de la propriété offre un accès au Lac des Îles

(514) 499-0009

info@groupeimmobilierdemontreal.com
www.groupeimmobilierdemontreal.com

Pour informations :
André G. Plourde
Agent immobilier agréé
ext. 202

Georges Renaud
Agent immobilier affilié
ext. 203

Groupe Immobilier de Montréal
COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ

L'Europe continue à peser sur Quebecor World

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Les difficultés qu'éprouvent ses imprimeries de France et du Royaume-Uni continuent à peser sur les résultats de Quebecor World.

Parce qu'elle considère ces installations comme des « actifs clés » la société a toutefois laissé savoir hier qu'elle entendait investir des sommes importantes afin d'améliorer leur productivité. Pour son troisième trimestre, clos le 30 septembre, l'imprimeur qui publie ses résultats en dollars américains a engrangé des revenus de 1,58 milliard par rapport à 1,57 milliard au troisième trimestre de 2004.

Le bénéfice des activités poursuivies s'est établi à 30,9 millions ou 16 cents par action, comparativement à 45,8 millions ou 28 cents par action à la période correspondante l'an dernier.

Ce résultat comprend des frais de réorganisation et de dépréciation d'actifs de quelque 17 millions, ce qui correspond à environ 12 cents par action.

Il exclut toutefois l'apport de petites imprimeries mises en vente depuis le début de l'exercice 2005 et que Quebecor World considère comme des activités abandonnées.

Si l'on tient compte de ces éta- blissements, le bénéfice net se chiffre à 29,7 millions ou 15 cents par action comparativement à 48,1 millions ou 29 cents par action au

troisième trimestre de 2004. « Ces résultat traduisent le fléchissement des prix pour de nombreux produits imprimés, l'augmentation des coûts de l'énergie et le faible rendement de nos opérations en France et au Royaume-Uni », a expliqué dans un communiqué le PDG Pierre Karl Péladeau.

Il a par ailleurs souligné que son entreprise avait gagné de nouveaux contrats depuis le début de l'année.

Selon le président, les mois qui viennent comporteront malgré tout bien des défis. « Les prix demeureront très compétitifs à court terme », a-t-il insisté en conférence téléphonique avec les analystes.

Le 21 octobre, Quebecor World avait prévenu les investisseurs qu'ils seraient déçus de ses résultats attribuables à « des conditions de marché difficile ».

La société avait du même souffle annoncé un plan pour ses usines européennes. Les détails de ce programme seront connus au début de 2006.

« Notre plan d'investissement en Europe s'appuiera sur les critères déjà établis pour notre réseau nord-américain. Nous investirons dans une technologie de pointe et l'établirons là où elle pourra le mieux servir nos clients », a insisté M. Péladeau.

À la différence des activités nord-américaines qui ont pris du mieux, la division européen-

ne a connu un autre trimestre difficile. La période s'est soldée par une baisse de 8 % des revenus et de 14 % des volumes.

Cette baisse découle entre autres de la perte d'un important contrat en Angleterre ainsi que de la conjoncture dans le marché des magazines en France.

Mardi à la Bourse de Toronto, l'action de Quebecor World a pris 9 cents pour terminer la séance à 17,56 \$.

Malgré ce léger soubresaut, titre demeure sous son niveau de l'été 1995.

Il valait 25,50\$ le 20 octobre avant que la direction de Quebecor n'avertisse les investisseurs que ses profits ne seraient pas à la hauteur des attentes.

BUREAU D'ASSISTANCE

APPEL DE : FABRICANT DE VÉLOS DE COURSE
TALONNÉ PAR DE NOUVEAUX CONCURRENTS

PROBLÈME : A déjà été en tête du peloton, mais est en perte de vitesse face à des marques plus jeunes, plus spécialisées. Doit réagir plus rapidement aux besoins des clients et lancer de nouveaux modèles pour ne pas se faire dépasser par les concurrents. Budget serré.

SOLUTION : Une solution abordable de gestion du cycle de vie des produits de la gamme Solutions Express^{MC} IBM qui peut réduire le temps d'accès au marché. Et l'aide d'un fournisseur local de solutions (certifié IBM) avec de l'expérience en conception et un esprit compétitif.

Besoin d'aide? Visitez **ibm.com/helpdesk/ca/fr**

Signature : Marie-Hélène Cartier

TAILLE DE L'ENTREPRISE

AFFAIRES À LA DEMANDE

IBM^{MD}

Bernanke devra choisir: l'inflation ou le ralentissement

Mais M. Kasriel croit pour sa part que M. Bernanke pourrait faire face à des pressions l'incitant à faire le contraire. Lors d'un sondage réalisé par Bloomberg le mois dernier, les économistes ont dit s'attendre à deux autres hausses des taux qui pousseront ces derniers à 4,5 %, niveau qu'ils conserveront pendant toute l'année 2006.

À Wall Street, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles glissait de 33,3 points, à 10 406,77, et l'indice élargi S&P 500 perdait 4,25 points, à 1202,76. Selon les analystes, la séance boursière a été davantage influencée par les résultats décevants du fabricant d'ordinateurs Dell que par la sortie de la Fed.

D'ailleurs, au troisième trimestre de 2005, l'économie américaine a enregistré une croissance de 3,8 %, selon des données préliminaires. Cela surpassait un taux prévu de 3,6 % et la croissance de 3,3 % enregistrée au trimestre précédent.

3358331A

Telephone . 51

La gromère de la Vire
M^e Jacqueline Leduc

Nathalie Rhéaume, CA
Directrice – Services administratifs
Date : Mercredi 2 novembre 2005

Date : Mercredi 2 novembre 2005